

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**LA COMMUNICATION DANS LA LUTTE CONTRE
LA NON DÉCLARATION DES NAISSANCES AU SÉNÉGAL**

*Étude des pratiques et stratégies de communication développées
par l'ONG AIDE et ACTION dans la région de Tambacounda*

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR

RAMATOULAYE NDAO

MAI 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Clandestins sur leur propre terre

Au Sénégal, en 2004, 21,5% des enfants étaient dépourvus de tout papier administratif. Des naissances non enregistrées qui les privent de leurs droits fondamentaux et hypothèquent leurs chances de réussite et d'intégration dans le pays.



Ce mémoire a une histoire peu commune....

C'est une petite fille, approximativement âgée de 7 ans, qui m'a insufflé l'envie de travailler sur la non déclaration des naissances.

Oui ! C'est une petite fille, dans un village très pauvre du sud du Sénégal, dans la région de Tambacounda, qui, m'ayant émue aux larmes, a éclairé mon chemin et donné envie de travailler sur ce thème.

J'étais alors en train de travailler sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et le rôle des femmes comme accélérateur pour l'atteinte de ces OMD dans la région de Tambacounda.

Je me suis rendue compte que la plupart des enfants dans cette zone ne connaissaient pas leur âge. En effet, à la question : quel âge as-tu ? la même réponse, inexorablement revenait : « je ne sais pas ! ».

Sur le moment, je trouvais très étrange le fait que tous ces enfants ne connaissent pas leur âge, mais je n'avais pas vraiment réalisé que la non déclaration des naissances était cause d'autant de problèmes pour ces populations.

Pas avant que la petite Madina vienne se jeter à notre cou pour dire : « Madame, s'il vous plaît, dites à mes parents d'aller me déclarer, sinon je risque de subir le même sort que tous mes frères et sœurs qui ne vont pas à l'école. Moi j'aime l'école, mais je sais que je ne pourrais jamais y aller, et cela me rend horriblement malheureuse. Je sais que si j'y vais, je vais bien travailler, et maman et papa seront très fiers de moi ! S'il vous plaît, aidez moi... ».

Puis elle s'est mise à pleurer à chaudes larmes. Cette pauvre petite, qui ne devait être âgée de guère plus de 6 ou 7 ans, m'a complètement bouleversée. J'ai alors compris et réalisé qu'au lieu de me focaliser sur le rôle des femmes dans les OMD, je devais juste changer de cible, pour celle des enfants, d'autant plus que l'éducation primaire pour tous est le second objectif des OMD. J'ai également troqué les OMD pour une ONG qui œuvre et lutte contre la non déclaration des naissances dans cette zone.

Voilà donc comment, avec beaucoup d'émotion, j'ai choisi ce sujet de mémoire.

Puisse ma modeste et humble contribution à ce sujet aider à sensibiliser gouvernants et populations, à encourager ceux qui luttent déjà contre ce fléau avec brio ou pas, afin que Madina puisse aller à l'école un jour, et qu'il n'y ait plus jamais de Madina qui pleure !!!!

Je voudrais remercier très sincèrement :

Ma mère qui s'est substituée à mon père qui n'était plus, et pour ses conseils avisés,

Mon époux Adrien, pour son amour, son aide et son soutien indéfectible dans les moments difficiles, quand devant l'ordinateur, la page restait désespérément blanche,

Ma sœur Soukeyna et mon frère Abdoul Aziz pour m'avoir encouragé inlassablement du début à la fin, ainsi que mes autres frères et sœurs,

Carmen Rico de Sotelo pour son encadrement de qualité, sa grande patience à mon égard, sa gentillesse et sa chaleur... Une vraie PERLE !

A vous, Amadou Madiw et Malass pour avoir porté ce mémoire à la Faculté de communication

Et tous ceux qui nous ont aidé à la réalisation de ce mémoire.

Merci à vous tous !

Je dédie ce mémoire à mon père, feu Abibou, parti trop tôt, à la fleur de l'âge,quelques jours...

Avant que je ne voie le jour !...

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	vi
LISTE DES TABLEAUX :	ix
RÉSUMÉ	x
INTRODUCTION	1
Chapitre I	
PROBLÉMATIQUE	6
1.1 Objectifs de la recherche	7
1.2 Présentation de la structure d'accueil : l'ONG Aide et Action	10
1.3 Aperçu des actions développées par l'ONG Aide et Action	12
1.4 L'intérêt pour l'étude.....	16
Chapitre II	
CONTEXTE DE L'ÉTUDE	18
2.1 Contexte de la région de Tambacounda	21
2.2 Quelques définitions conceptuelles	21
2.3 Les causes du non enregistrement des naissances dans la région de Tambacounda	24
2.4 Les conséquences de la non déclaration des naissances.....	29
Chapitre III	
CADRE THÉORIQUE	32
3.1 Le concept de développement	32
3.1.1 Repenser le concept de développement	32
3.1.2 Le développement, une dynamique historiquement située et un concept idéologiquement marqué.....	34
3.1.3 Évolutionnisme et doctrines économiques	35
3.2 Les théories classiques et le développementalisme.....	36
3.2.1 Les courants marxistes et l'école de la dépendance	36

3.2.2	La reconquête de la pensée et l'émergence d'un projet fédérateur	39
3.3	La critique de la culture et des mentalités africaines.....	40
3.3.1	La nécessité d'inscrire le développement dans l'histoire du continent.....	42
3.3.2	Le préalable d'une restauration historique et culturelle.....	43
3.4	La communication pour le développement et la communication participative.....	44
3.4.1	La communication participative.....	44
3.4.2	La communication et le modèle de modernisation.....	47
3.4.3	La communication et les media de masse	48
Chapitre IV		
	MÉTHODOLOGIE.....	50
4.1	Stratégie de recherche	50
4.1.1	La recherche documentaire	50
4.1.2	Les entretiens sur le terrain	51
4.1.3	L'observation directe	52
4.2	Le choix des instruments et outils de collecte.....	53
4.3	Les limites de la recherche	54
Chapitre V		
	PRÉSENTATION ET INTERPRÉTATION DES DONNÉES	56
5.1	Analyse des résultats sur la base des données qualitatives.....	56
5.1.1	La communication de masse.....	57
5.1.2	La communication de groupe.....	65
5.1.3	La communication interpersonnelle.....	70
5.2	Analyse des résultats sur la base des données quantitatives.....	73
5.3	Analyse des forces et faiblesses de la stratégie	79
Chapitre VI		
	RECOMMANDATIONS	82

6.1 Les instruments de communication	84
6.1.1 La multiplication des Cercles reflect comme stratégie de communication dans la promotion de la déclaration des naissances	84
6.1.2 La conception de nouveaux supports de communication dans le cadre d'un programme d'IEC systématisé dans un plan d'action en direction des populations.....	84
6.2 Redéfinition d'une nouvelle politique avec l'extérieur	88
6.2.1 Le renforcement des partenariats (médias locaux, ONG, associations, à la base)	88
6.2.2 Élaboration d'une stratégie de plaidoyer en direction des décideurs en partenariat avec l'UNICEF, DGL Felo et PLAN pour la contribution au financement du plan d'action	89
6.3 Le suivi.....	89
6.3.1 La valorisation et la diffusion des expériences	89
6.3.2 La mise en place d'un système de suivi -évaluation.....	90
6.4 Ressources matérielles et financières	90
6.4.1 L'équipement en ordinateurs des centres d'état civil	90
6.4.2 Les ressources financières	91
CONCLUSION	92
ANNEXE 1 :	96
LISTE DES PERSONNES RENCONTREES.....	96
ANNEXE 2 :	98
Grille d'entretien	98
ANNEXE 3 :	101
ÉBAUCHE DE PLAN DE COMMUNICATION PROPOSE APRES LE TERRAIN	101
GLOSSAIRE.....	103
BIBLIOGRAPHIE	105

LISTE DES TABLEAUX :

Tableau 5.1 : Évolution de la déclaration des Naissances à Sinthiang Koundara de 2005 à 2006 dans la communauté rurale de Ouassadou

Tableau 5.2 : Évolution de la déclaration des Naissances à Sinthiang Koundara de 2005 à 2006

Tableau 5.3 : Évolution des déclarations des Naissances à Sare Coly Sale de 2005 à 2006

Tableau 5.4 : Évolution du nombre de candidats au CFEE¹ sans pièces d'état civil de 2001 à 2005 dans l'IDEN de Kédougou

Tableau 5.5 : Pourcentage de candidats sans pièce d'état civil à Kédougou

Tableau 5.6 : Nombre d'inscrits dans les registres à la Mairie de Kédougou

¹ CFEE : Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires

RÉSUMÉ

Depuis leur accession à la souveraineté nationale, les pays du continent africain en particulier ont entrepris de nombreuses opérations de développement et de modernisation, souvent avec l'appui de la communauté internationale pour améliorer la qualité de vie des populations, qui n'ont pas toujours eu le succès attendu à cause de l'existence d'un déficit de communication entre les décideurs ou acteurs du développement et les populations bénéficiaires.

Dans de nombreux cas, les populations ont développé des comportements de résistance face à des interventions qui leur « tombaient dessus » sans que leurs préoccupations, leurs besoins, leur vision, leur participation et leur point de vue aient été sollicités d'une part, sans que les motivations des acteurs du développement leur aient été clarifiées au préalable d'autre part.

C'est dans ce cadre que l'on situe la problématique de la non déclaration des naissances qui est devenue l'une des préoccupations majeures du gouvernement Sénégalais et d'une ONG² dénommée Aide et Action, intervenant au Sénégal.

Nous allons nous lancer dans une évaluation de la stratégie de communication d'Aide et Action dans la lutte contre la non déclaration des naissances et placer notre recherche dans le cadre de la réflexion théorique sur la communication et le développement, plus particulièrement en nous appuyant sur des auteurs africains.

Nous tenterons de comprendre comment se présente le phénomène au Sénégal et comment la question du non enregistrement des naissances est prise en charge.

Pour ce faire, nous étudierons les pratiques et stratégies de communication développées par l'ONG Aide et Action dans la région de Tambacounda.

Mots-clés : Communication, Communication Participative, Développement Enregistrement des naissances, Sénégal

² Organisation Non Gouvernementale

INTRODUCTION

Nous sommes originaires du Sénégal, un pays francophone d'Afrique de l'ouest. Il est communément appelé le « nez de l'Afrique » du fait de sa position à l'extrême ouest du continent et du fait qu'il représente la pointe la plus avancée dans l'océan atlantique : un atout considérable. Il est limité au nord par la Mauritanie, à l'est par le Mali, au sud par la Guinée Bissau et la Guinée Conakry et à l'ouest par l'océan Atlantique. Avec une superficie de 196.722 km², le Sénégal a une population d'environ 10 millions d'habitants. La population est inégalement répartie dans l'espace géographique régional du territoire national et est concentrée dans la partie occidentale. Un peu plus du quart de la population (27%) est concentré dans la région de Dakar. Les régions les moins peuplées sont celles de Ziguinchor, Tambacounda et Louga avec chacune 6% des effectifs de la population totale. La densité est de 51 habitants au km². Celle-ci varie entre 3659 habitants à Dakar et un peu plus de 8 habitants dans la région de Tambacounda.

Le Sénégal compte 11 régions administratives, 34 départements, 94 arrondissements et plus de 13 000 villages (cellules administratives de base). Ces 11 régions sont érigées en collectivités locales s'ajoutant ainsi aux 320 communautés rurales et aux 60 communes et 43 communes d'arrondissement.

La répartition par sexe laisse apparaître une nette domination des femmes qui représentent 52 % de la population globale. C'est une tendance assez générale sur le monde. La population présente également une structure par âge très jeune, avec 53 % ayant moins de 16 ans. Le même profil par âge et par sexe est observé dans toutes les régions du pays.

L'enregistrement des naissances au Sénégal est l'inscription officielle de la naissance d'un enfant dans les centres d'état civil où des registres paraphés sont ouverts chaque année. Cet enregistrement constitue en fait la reconnaissance permanente et officielle de l'existence d'un enfant conformément à l'article 7 de la convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui stipule que « L'enfant est enregistré aussitôt sa naissance et a dès celle-ci, le droit

à un nom, le droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux ».

Le Sénégal, à l'instar de la communauté internationale, s'est fixé un objectif d'enregistrement universel des naissances, conformément à la convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant, que le pays a ratifiée le 31 juillet 1990.

Au Sénégal, seuls 6 enfants de moins de cinq ans sur 10 sont enregistrés à l'état civil. Le taux d'enregistrement à la naissance étant même de 48,8 % pour les enfants de moins de 6 mois (Source Gouvernement du Sénégal-UNICEF³: Enquêtes MICS-2000).

La problématique de la non déclaration des naissances communément appelée le non enregistrement des naissances est devenue l'une des préoccupations majeures du gouvernement Sénégalais d'une part, et des ONG⁴ intervenant au Sénégal d'autre part.

En 2004, selon une enquête réalisée par le ministère de la Femme, de la Famille et du Développement social du Sénégal, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et l'ONG PLAN⁵ Sénégal, 21,5% des naissances n'étaient pas enregistrées. Manque d'hôpitaux, prix du certificat de naissance trop élevé, autant de raisons qui rendaient toute démarche administrative difficile pour les parents.

Pas de nom, pas de droits... Un oubli à la naissance qui est lourd de conséquences pour ces jeunes enfants. Sans certificat de naissance, les enfants se voient privés d'une identité civile. Toutes les portes leur sont fermées et en premier lieu celle de l'école. Résultat, la plupart n'a

³ Organisation des Nations Unies pour l'Enfance

⁴ Organisation Non Gouvernementale

⁵ Plan est une association humanitaire française de parrainage d'enfants

que la rue, pour refuge. L'enregistrement universel des enfants à la naissance est donc devenu une des priorités et une des préoccupations majeures en matière de protection des droits de l'enfant au Sénégal.

Le diagnostic de la situation de l'état civil fait ressortir un certain nombre de difficultés, de contraintes et d'écarts qui ne facilitent pas l'enregistrement des enfants dès leur naissance, comme en témoignent des études ou recherche-action menées par des structures comme DGLFelo, Plan, Aide et Action ou encore l'Unicef.

La pauvreté, l'ignorance et l'analphabétisme en milieu rural, le déphasage de certains textes de lois d'avec la réalité et les pratiques socioculturelles des populations sont autant de contraintes qui freinent la promotion de l'enregistrement universel des enfants à la naissance.

Le fait d'être enregistré confère selon l'ouvrage « un bon pour la citoyenneté »⁶, des droits et des privilèges aux enfants dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation. Selon la même source, il ouvre la porte aux droits que de nombreux adultes considèrent comme acquis : le droit de se marier à la mairie, de posséder un bien, de voter et de se présenter à une élection, d'obtenir un passeport, d'avoir un compte bancaire...

Les enfants non enregistrés sont extrêmement vulnérables aux abus de toutes sortes et sont des proies faciles pour les trafiquants, les esclavagistes, les employeurs peu scrupuleux et d'autres individus de mauvaise foi. Pire, informe le document, les enfants sans papiers peuvent être pris pour des adultes qu'ils soient victimes ou coupables de crimes alors qu'en tant qu'enfant ils auraient eu droit à une protection spéciale.

Si nous avons décidé de nous pencher sur ce sujet, entre autres raisons, c'est parce que aujourd'hui dans le monde, et plus particulièrement dans notre pays ce sont des milliers d'enfants qui ne bénéficient pas de ce droit parce que justement n'étant pas enregistrés à leur

⁶ Ngo commettee on unicef/ Plan publié en octobre 2002

naissance. Les conséquences sont très étendues et parfois désastreuses. Les personnes sans pièces d'état civil ne peuvent continuer leur scolarité, ils ne peuvent avoir accès à certains services administratifs, ils ne sont pas reconnus comme de véritables citoyens car étant et vivant dans « l'incognito », tels des clandestins ! On pourrait même dire que ces enfants deviennent transparents, on ne les voit plus, on ne les compte plus !

L'ampleur du phénomène ainsi que les différentes incidences qu'il pourrait avoir sur les données statistiques (recensement, fichier électoral, programme de développement,...) sur la scolarité des enfants, la reconnaissance de la citoyenneté d'une personne, le respect des droits de l'enfant,... sont autant de faits qui nous poussent à nous intéresser à ce sujet et à étudier les stratégies qui ont été développées pour sensibiliser les populations et les décideurs.

Nous restons convaincues par ailleurs que tout processus de développement durable doit placer au coeur de ses préoccupations l'enfant, que nous considérons comme le meilleur investissement possible. En tant que femme, acteur au quotidien du développement et soucieuse de l'avenir de notre pays et de la destinée de chacun de ces enfants, nous ne pouvons rester insensible à une telle "inégalité". Telle est notre premier intérêt pour ce mémoire.

Le deuxième est que c'est une promesse que nous avons faite à une petite fille de l'aider du mieux que nous pouvions. La meilleure manière que nous avons trouvé d'honorer notre promesse, après avoir parlé à ses parents (avec des pincettes bien entendu car nous ne voulions pas être prises pour des donneuses de leçons à des personnes que nous ne connaissions même pas !) c'est de travailler sur ce sujet, en espérant que le résultat de notre travail contribuerait d'une certaine manière à endiguer ce phénomène.

La troisième raison est que cette étude constitue pour nous un investissement personnel et une formidable possibilité d'approfondissement des connaissances en communication sur un thème concret lié à la communication pour le développement. Nous pensons ainsi d'une certaine façon pouvoir réinvestir ce capital connaissance pour la résolution de problème de développement.

Encore une fois, notre ambition est de contribuer à la lutte contre la non déclaration des naissances et mettre à la disposition de l'état, des partenaires au développement et des populations qui en auraient besoin, une modeste étude, qui pourrait ultérieurement documenter des orientations dans ce domaine. Le plus important pour nous est de contribuer à l'amélioration de la situation de l'enfant sénégalais mais aussi au développement de l'enfant africain.

Dans ce mémoire, nous allons nous lancer dans une évaluation de la stratégie de communication d'Aide et Action dans la lutte contre la non déclaration des naissances et placer notre recherche dans le cadre de la réflexion théorique sur la communication et le développement, plus particulièrement en nous appuyant sur des auteurs africains, et nous inscrirons l'étude que conduisons dans le cadre de la communication participative pour le développement.

Pourquoi communication et développement ? : d'une part parce que la communication s'avère être incontournable dans la résolution des problèmes de population et de développement et d'autre part parce que dans une approche systémique, on peut difficilement parler de l'un des concepts sans faire appel à l'autre?

S'il est vrai que la Communication ne permet pas de résoudre tous les problèmes de développement, il n'en demeure pas moins que dans beaucoup de cas, il est des problèmes de développement que la Communication peut aider à résoudre.

Il s'agit d'une conviction certainement partagée par l'ONG Aide et Action qui dans sa démarche d'intervention fait appel à la Communication pour résoudre des problèmes de développement.

Comme toute recherche, la notre se veut aussi un moyen de capitalisation et d'amélioration des stratégies de communication développées jusque là dans le cadre de la lutte contre la non déclaration des naissances, par exemple celle de l'ONG Aide et Action.

Chapitre I

PROBLÉMATIQUE

Depuis leur accession à la souveraineté nationale, les pays en développement en général et ceux du continent africain en particulier ont entrepris de nombreuses opérations de développement et de modernisation, souvent avec l'appui de la communauté internationale pour améliorer la qualité de vie des populations. C'est le cas du Sénégal.

Malheureusement, les résultats obtenus sont plutôt en deçà des espérances comme en témoignent le niveau des principaux indicateurs de développement de ces pays, le niveau et la qualité de vie de la population ainsi que de nombreux rapports faisant autorité (Banque Mondiale, PNUD, FNUAP, UNICEF etc.).

Parmi les nombreuses raisons avancées pour expliquer cette situation, on peut citer l'existence d'un déficit de communication entre les décideurs ou acteurs du développement et les populations bénéficiaires : en effet, dans de nombreux cas, les populations ont développé des comportements de résistance plus ou moins directs face à des interventions qui leur « tombaient dessus » sans que leurs préoccupations, leurs besoins, leur vision, leur participation et leur point de vue aient été sollicités d'une part, sans que les motivations des acteurs du développement leur aient été clarifiées au préalable d'autre part. On a pu ainsi établir que la communication était un facteur essentiel dans le processus de développement même si la manière de l'utiliser à bon escient n'était pas encore maîtrisée.

Aujourd'hui, grâce à l'expérience accumulée sur le terrain en Afrique, en Amérique Latine, en Asie et ailleurs, y compris dans les pays développés, on en sait beaucoup plus sur les stratégies de communication pour promouvoir le développement et sur les méthodologies à suivre pour leur élaboration.

Le rôle de la communication est décisif pour promouvoir un développement qui prenne en compte la dimension humaine dans le climat de changement social qui caractérise notre

période actuelle. L'évolution du monde vers plus de démocratie, de décentralisation et l'introduction de l'économie de marché créent des conditions favorables pour que les populations deviennent les principaux acteurs du changement. Pour y parvenir, il est essentiel de susciter leur participation et leur capacité d'initiative. La communication a donc un rôle central à jouer dans ce domaine, mais son potentiel est encore souvent sous-utilisé. Il faudrait encourager la planification et la mise en œuvre de véritables programmes de développement basés sur la communication au service du développement.

Dans cette acception, les médias sont désormais considérés comme des outils servant à déclencher et à accompagner ce processus. Leur emploi ne représente qu'un moyen et c'est la communication entre les individus qui joue le rôle principal, de même que les relations partenariales entre les institutions.

Dans notre recherche, nous essayerons de comprendre comment, à travers la communication, une ONG française propose une stratégie de lutte contre la non déclaration des naissances dans la région de Tambacounda.

Quel est le problème ? Comment se présente-t-il ailleurs et au Sénégal? Comment la question du non enregistrement des naissances est-elle prise en charge par les institutions étatiques du point de vue juridique et administratif? Quelles sont réellement les causes du non enregistrement dans la région de Tambacounda ? Quelles en sont les incidences sur l'enfant? Sur la fiabilité des données statistiques? Les programmes de développement? Quels sont les niveaux de responsabilités? Comment Aide et Action a-t-elle associé la communication à sa stratégie d'intervention pour résoudre un problème de développement local?

Voilà autant de questions qui seront abordées dans ce chapitre. Il nous a semblé essentiel de prendre en compte ces paramètres et de bien les étudier en vue de proposer des stratégies adéquates.

1.1 Objectifs de la recherche

Au Sénégal, le sous-développement et l'héritage de structures coloniales qui n'enregistraient pas la population noire ont entraîné l'existence de systèmes médiocrement élaborés ou

considérés comme une pratique coloniale malvenue. En témoignent les taux d'enregistrement des naissances dans les zones rurales plus faibles étant donné que les bureaux d'enregistrement sont souvent centralisés dans les grandes zones urbaines. Les pratiques bureaucratiques constituent également des entraves comme cela est le cas en Chine où la naissance doit être enregistrée sur le lieu de résidence officiel de la mère, ce qui affecte près de 10 millions d'enfants de travailleurs migrants. Les frais d'enregistrement, la préparation des documents ainsi que les frais de voyage liés à l'enregistrement peuvent poser problème, comme peuvent s'avérer être problématiques des politiques de planification familiale pénalisant les familles nombreuses (comme cela est le cas en Indonésie et en Chine). Enfin, la mise en oeuvre inefficace des lois existantes due à un manque de ressources humaines et/ou financières ou au faible degré de priorité accordé à la question voire aux restrictions de temps (en Mongolie, l'enfant doit être enregistré dans les 30 jours qui suivent la naissance et aucune disposition n'est prévue en cas de violation de cette règle) constitue aussi une entrave importante.

Le Sénégal, à l'instar de bien d'autres pays du monde est très touché par le phénomène de la non déclaration des naissances. En effet, sur 10 enfants de moins de 5 ans, seuls 6 sont enregistrés à l'état civil. Le taux d'enregistrement à la naissance est de 48.8% pour les enfants de moins de 6 mois)⁷. Selon la même source, en 2000, seules 2 régions du Sénégal (Dakar et Ziguinchor) dépassaient un taux de plus de 70% d'enfants de moins de 5 ans enregistrés à la naissance.

Toutes ces données traduisent l'ampleur du phénomène. C'est la raison pour laquelle les organisations non gouvernementales, les institutions internationales et l'Etat ont, ces dernières années, mené des activités d'envergure à travers différentes stratégies dont la communication, pour réduire sensiblement le taux de non enregistrement des naissances au Sénégal.

⁷ Enquêtes MICS 2000 –Unicef /Gouvernement du Sénégal

Malgré les efforts déployés ces 3 dernières années (et plus particulièrement entre 2002 et 2005), force est de reconnaître que l'enregistrement de naissances n'est malheureusement pas encore totalement maîtrisé au Sénégal.

Notre étude menée dans la région de Tambacounda, au Sud du Sénégal, s'est basée sur un constat de la situation de non enregistrement des naissances dans cette région (47% en 2000). Les stratégies de Communication développées par l'ONG Aide et Action, présentes dans la région visaient essentiellement à réduire sensiblement le taux de non enregistrement.

Aide et Action, une ONG française spécialisée dans le domaine de l'éducation et présente dans cette région depuis 1988 semble essayer de développer plusieurs stratégies dont un partenariat avec l'Unicef dans le cadre d'un programme de lutte contre le non enregistrement des naissances.

L'ONG s'est intéressée à cette question en raison des incidences sur le développement de l'éducation dans la région. Le non enregistrement des naissances constitue un réel facteur limitant pour l'universalisation de la scolarisation. Ces raisons ont amené l'ONG à réfléchir et essayer mettre sur pied des stratégies (qu'elles voulait pérennes) de lutte contre le non enregistrement.

L'objet de notre étude sera axé autour des actions et stratégies de communication développées par Aide et Action pour lutter contre la non déclaration des naissances à Tambacounda.

Aussi vise-t-elle à analyser les stratégies de communication initiées par Aide et Action dans cette région dans ce cadre, en vue d'évaluer leur pertinence et de proposer des stratégies de renforcement de la communication tendant à améliorer sinon à compléter celles déjà expérimentées dans cette région pour une meilleure prise en charge de la situation de non déclaration des naissances.

En communication pour le développement, la stratégie est un plan cadre comprenant une combinaison d'interventions de communication capables de susciter les changements nécessaires en matière de connaissances, d'opinions, d'attitudes, de croyances ou de comportements au niveau de la population visée en vue de résoudre un problème de développement, selon un calendrier donné (souvent à moyen terme, hélas) et compte tenu des ressources disponibles. Elle constitue un engagement et une boussole permettant de mobiliser et d'orienter les actions et les énergies des différents partenaires.

Nous avons conçu notre étude en 4 grandes parties.

Nous aborderons dans ce premier chapitre la problématique de l'état civil en lien avec la communication. Les causes et conséquences de la non déclaration des naissances ainsi que le contexte global dans lequel s'inscrit cette étude seront présentés.

Dans un second chapitre, nous présenterons le cadre théorique dans lequel s'inscrit ce mémoire.

Dans un troisième temps, nous exposerons la méthodologie adoptée. Etape, au cours de laquelle nous présenterons l'univers d'enquête, la stratégie et les principaux outils ou démarches utilisés dans cette recherche. Nous ne manquerons pas, à ce niveau, également de faire part des limites rencontrées.

Dans une quatrième partie, nous aborderons les résultats de notre enquête dans le chapitre intitulé « Présentation et interprétation des données ». Il s'agira de procéder à l'analyse des résultats sur la base des données quantitatives et qualitatives.

Dans une dernière partie, nous ferons des recommandations à l'organisation pour une meilleure prise en charge de la question de la déclaration des naissances sur le moyen/ long terme dans la région de Tambacounda.

1.2 Présentation de la structure d'accueil : l'ONG Aide et Action

Aide et Action est une organisation non gouvernementale française d'appui au développement créée en 1981. Spécialisée dans le domaine de l'éducation de base, elle intervient dans une dizaine de pays en Afrique, en Asie et aux Caraïbes. Elle est présente en Inde depuis 1981, au Rwanda (1982), au Sénégal depuis 1988, au Niger (1988), en Haïti (1989), à Madagascar Sud (1990), en Guinée (1991), au Bénin (1993), en Tanzanie (1995), au Togo (1996), à Madagascar Nord (1996), au Burkina Faso (2001), au Cambodge (2001) et au Mali (2004). Association de parrainage d'enfants, elle est non confessionnelle et apolitique. Elle a été par deux fois lauréate du prix Cristal de la transparence financière. Depuis 1988, date de son installation au Sénégal, Aide et Action déclare qu'elle s'investit dans la promotion d'une éducation de qualité pour tous qu'elle considère comme un levier incontournable du développement durable. Présente dans les régions de Dakar (départements de Pikine,

Guédiawaye et Rufisque), de Thiès (département de Mbour) et de Tambacounda (départements de Tambacounda, Kédougou et Bakel), Aide et Action a pour mission de contribuer à mobiliser et à accompagner les communautés et institutions par le développement de partenariats dynamiques en faveur du droit à l'éducation. L'intervention de Aide et Action s'inscrit globalement dans une perspective de développement local. Basée sur la responsabilisation et l'autonomisation des acteurs, la démarche de Aide et Action repose sur une approche communautaire. Elle travaille principalement avec les Inspections Départementales de l'Education Nationale (IDEN), les collectivités locales et les organisations communautaires de base ainsi qu'avec des organismes nationaux et internationaux qui soutiennent le secteur de l'éducation en général. Elle inscrit son action dans l'appui conseil aux partenaires pour trouver des solutions aux besoins éducatifs de leurs localités à travers le « faire avec ».

Elle veut accompagner les processus de mobilisation sociale autour de l'école par l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'école. S'inspirant des résultats de l'analyse pays qu'elle a réalisée en 2001 et des évolutions de l'association au plan international, les orientations de Aide et Action Sénégal se résument en cinq axes:

- L'amélioration de l'accès à l'éducation
- L'amélioration de la qualité de l'éducation
- Le renforcement des capacités locales en planification et en gestion du système éducatif
- Le développement d'une politique d'influence/Plaidoyer en faveur de l'EPT (Education Pour Tous)
- Le développement des Ressources aptes à garantir son engagement

Dans ses documents, Aide et Action enregistre à son actif au Sénégal un certain nombre d'acquis : plus de 600 classes construites, plus de 15000 tables bancs pour l'équipement des écoles, 421 écoles sensibilisées à la démarche projet d'écoles, la mise en place de centre de ressources, bibliothèques scolaires, points de vente de fournitures scolaires, matériels didactiques, cantines scolaires,

Pour résorber le déficit du système éducatif formel, Aide et Action appuie les écoles associatives dans la banlieue de Dakar et les écoles communautaires de base à Tambacounda qui constituent des modèles alternatifs d'éducation moins coûteux (mises en place par les communautés à la base ou les ONG, selon les cas de figure, pour faciliter un réinvestissement

socio-économique dans le milieu). Aide et Action dit qu'elle a permis aujourd'hui la scolarisation d'au moins 9000 enfants si l'on en croit une étude réalisée par elle-même sur les écoles associatives.

Par ailleurs, Aide et Action, en partenariat avec l'AFD (Agence Française de Développement), est co-bailleur du PAOE (Programme d'Amélioration de l'Offre Educative) à Tambacounda dont l'exécution a démarré en 2000 et du Projet Education/Banlieues à Dakar qui a débuté à la rentrée scolaire 2004-2005.

Ces deux Projets s'inscrivent dans le PDEF (Programme Décennal pour l'Education et la Formation) du Sénégal et ses objectifs majeurs sont de porter le taux national de scolarisation primaire à 100 % en 2010 et d'améliorer la qualité et la gestion de l'enseignement élémentaire, en collaboration avec les collectivités. Sur ce dernier point le Projet s'inscrit également en cohérence avec les objectifs de la décentralisation et du Programme d'Appui aux Communes (PAC).

La volonté d'inscrire son action dans l'accompagnement de la gestion et de la décentralisation du système éducatif a amené Aide et Action à développer des partenariats avec les institutionnels (IDEN : Inspection Départementale de l'Education Nationale et IA : Inspection d'Académie), les structures décentralisées (collectivités locales) et les communautés (associations, personnes ressources, etc.).

C'est dans le cadre de cette démarche d'appui / accompagnement aux acteurs locaux, que la nécessité de la prise en charge du problème de la non inscription des naissances des élèves s'est imposée : d'abord suite à un constat de l'inspection d'Académie (IA), ensuite en réponse aux sollicitations des structures communautaires intervenant dans les écoles de Tambacounda.

1.3 Aperçu des actions développées par l'ONG Aide et Action

Tambacounda fait partie des régions classées les plus pauvres du Sénégal. Nous l'avons dit plus haut. La situation peu favorable de l'éducation et de l'alphabétisation avait commandé les

multiples interventions de l'Etat, des ONG et d'autres opérateurs dans des programmes d'éducation, d'alphabétisation et de développement de façon plus générale.

Dans sa plaquette de présentation, l'ONG Aide et Action déclare qu'elle fait partie de ces ONG qui se sont distinguées dans la région de Tambacounda pour leur engagement à côté des communautés ». Aide et Action dit s'être engagée depuis 2000 dans des actions visant à réduire l'impact du phénomène de non enregistrement. Selon elle, en l'an 2000, sur un effectif de plus 12.000 élèves, seuls un peu plus de 5000 avaient pu passer les examens de fin d'année, la majorité des 7.000 n'avait pu fournir une pièce d'état civil. Cette situation avait motivé l'intervention de l'ONG. C'est ainsi que Aide et Action dit avoir initié dès 2001 une recherche-action avec comme axes majeurs la prise en charge des cas recensés et le lancement d'une étude sur le sujet.

Si au départ c'est-à-dire en janvier 2001, l'ambition de l'ONG était de régler tous les cas recensés au niveau des écoles, les équipes se sont rendues compte très rapidement que la situation était beaucoup plus critique. En effet, le nombre de cas augmentait au fur et à mesure qu'on descendait de niveau : 3500 au CM2⁸, 4500 au CM1, 6000 au CE1 etc, sans compter les enfants qui s'apprêtaient à entrer au CI l'année suivante, ni ceux qui iraient à l'école dans deux ans, ainsi de suite⁹...

Dans les écoles de la région, sur la base d'une estimation indexée au tiers des effectifs, les projections étaient les suivantes : 35.000 régularisations à effectuer si on voulait régulariser tous les cas recensés du CI au CM2! Sans compter que probablement le nombre d'enfants non encore scolarisés et ne détenant pas encore de pièce d'état civil devait être de loin supérieur d'autant que l'entrée au CI constitue la principale raison motivant les démarches des parents

⁸ L'école primaire est composée de 6 années d'études dont les classes sont les suivantes : CP, CE1, CE2, CM1, CM2. Dans certains cas, elle peut débiter par le CI qui est la grande section de la maternelle. A la fin du CM2, il y a le lycée (secondaire)

⁹ Source : Projet état civil élaboré par Aide et Action

vis-à-vis de l'état civil. Il s'est imposé que la résolution du problème demanderait du temps, des moyens importants et la participation de tous les acteurs: les élèves, les parents, les enseignants et directeurs, les élus, les partenaires au développement, les inspections, les magistrats, les médias, etc.

Tout un ensemble d'activités avait été menées en vue de régler le cas des élèves en classes de CM2 à Tambacounda et Vélingara¹⁰. Essentiellement, il s'agissait d'un appui en logistique (divers déplacements de personnes ou tenue d'audiences foraines), en numéraire (prise en charge de jugements) et en mise à disposition de formulaires (requêtes en inscription, jugements d'autorisation, extraits de naissance).

Parallèlement à ces appuis, l'ONG affirme que des actions de communication ont été entreprises en faisant appel aux médias ou en profitant d'événements tel que la semaine de l'école de Base ou la journée de la coopération décentralisée (en 2002) pour attirer l'attention des Sénégalais mais également des décideurs sur l'importance de cette question.

La Conférence de presse tenue à Tambacounda, à l'occasion de l'ouverture de la semaine de l'école de base, a eu des impacts remarquables. Les médias locaux en firent une large diffusion dans les radios locales et au niveau de la presse nationale.

A partir de 2003, les actions de communication sont devenues plus fortes et se sont inscrites dans le cadre d'une stratégie globale décrite dans un document de projet destiné à une demande de financement pour un programme d'information/sensibilisation sur l'enregistrement des naissances dans la région de Tambacounda. C'est ce projet qui a été soumis à l'Unicef.

En résumé, le projet contenait 4 volets essentiels :

- la réalisation d'une plaquette explicative sur les modalités d'inscription des naissances

¹⁰ Ville du sud du Sénégal, très touchée par le non enregistrement des naissances aussi

- la conception d'un document sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques (C.A.P.) des communautés en matière d'état civil
- un programme d'information/sensibilisation sur l'inscription des naissances
- La formation des acteurs institutionnels et élus chargés de la gestion de l'Etat civil

Avec comme objectifs :

- **Objectif Général :**

- Contribuer significativement à la résolution des problèmes d'état civil dans les régions de Tambacounda, Thiès et Dakar

- **Objectifs spécifiques :**

- Former les relais, animateurs et acteurs de l'Etat civil
- Sensibiliser et informer sur les mécanismes de déclaration des naissances
- Mettre les informations à la disposition des acteurs locaux
- Mettre en place des outils adaptés aptes à fournir les informations nécessaires à la résolution des problèmes d'Etat Civil

De 2000 à 2004, la stratégie globale développée par Aide et Action s'est articulée autour :

- du **plaidoyer auprès des décideurs et leaders d'opinions au niveau local** notamment auprès du ministère de la justice, du ministère de l'éducation et des collectivités locales via les structures déconcentrées et leurs représentants au niveau de la région de Tambacounda. Ce plaidoyer a permis de faciliter la démultiplication du nombre des audiences. Il faut par ailleurs signaler qu'à partir de 2003, l'action de l'ONG a été facilitée par l'implication des organismes des Nations Unies avec l'année internationale sur l'enregistrement des naissances de juin 2003 à juin 2004. Cette période a été marquée par une augmentation au niveau national des actions de plaidoyer pour la promotion de l'enregistrement des naissances avec

l'implication de DGLFelo¹¹ (soirée thématique télévisée, formation des collectivités locales,...), l'Unicef (Atelier de presse, Documentaire et campagne presse,...), Plan (Atelier régional, Show,...). Au niveau de la région, Aide et Action a largement impliqué les collectivités locales, les inspecteurs de l'éducation et les présidents de tribunaux qui ont constitué des vecteurs forts dans sa stratégie.

- de la **sensibilisation des populations cibles et la participation communautaire** constitue le deuxième volet de sa stratégie. Il s'agit là d'une communication en direction des cibles primaires qui a permis une prise de conscience des populations. Aide et Action ne s'est pas limitée à les former mais les a impliqués dans les actions et s'est largement appuyé sur la presse locale et les leaders locaux.

Si nous ne remettons pas en cause la pertinence de la stratégie développée par Aide et Action, nous nous interrogeons toutefois sur la pérennisation de ces acquis.

1.4 L'intérêt pour l'étude

A travers cette recherche un objectif général est visé. Il est décliné en quatre sous objectifs.

- **Objectif général**

Renforcer la stratégie de communication mise en œuvre par Aide et Action dans le cadre de lutte contre la non déclaration des naissances pour une intervention plus efficace et plus efficiente dans la région de Tambacounda.

¹¹ DGL Felo est un programme de décentralisation et de gouvernance locale de l'USAID (United States Agency for International Development)

- **Objectifs spécifiques**

→ Faire un état des lieux des stratégies ou activités de communication développées de 2000 à 2004 par Aide et Action pour lutter contre ce phénomène (cette étude n'a pas été faite par Aide et Action)

→ Identifier quelques indicateurs d'impacts de ces stratégies

→ Ressortir les difficultés et contraintes dans la mise en œuvre des activités et proposer des améliorations

Nous devrions être capables, à la fin de notre étude savoir si les stratégies mises en œuvre par Aide et Action sont de nature à ancrer auprès des populations le réflexe de la déclaration des naissances.

Afin de répondre à cette question centrale, les questions sectorielles de recherche suivantes seront posées :

- Telles qu'elles sont menées, est ce que ces activités ne vont pas aboutir à un relâchement une fois qu'elles auront cessé ?
- Le manque de document de stratégie lisible à long terme avec des indicateurs de mesure clairement définis tout au départ facilitera-t-il une évaluation et un suivi de l'impact de la stratégie de Aide et Action d'ici une dizaine d'années ?
- L'utilisation presque exclusive des médias modernes dans cette campagne, permet-il réellement de toucher les cibles et ne contribue-t-elle pas à marginaliser les couches les plus défavorisées ?

Dans ce cadre, nous avons émis deux hypothèses

- La stratégie globale d'intervention de Aide et Action développée entre 2000 et 2004, au sein de laquelle la communication a occupé une place importante a eu un réel impact dans la promotion de l'enregistrement des naissances dans la région de Tambacounda
- Des incertitudes subsistent quant à la pérennisation de ces acquis au regard de la stratégie utilisée, de sa durée et des moyens plutôt modestes mais surtout à la manière dont la démarche d'Aide et Action a été analysée par les populations (on a pu imposer des modèles venus d'ailleurs, déjà moulées à des populations sans leur demander leur avis au préalable)

Chapitre II

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Au Sénégal, l'état civil est régi par la loi n° 72-61 du 12 juin 1972 portant sur le code de la famille. Il permet aux citoyens d'attester des événements importants de leur existence (naissance, mariage, décès), donc des éléments constitutifs de l'état des personnes. Comme nous l'avons dit plus haut, l'enregistrement des naissances, un des volets de l'état civil, est un droit fondamental pour l'enfant. Pourtant, selon l'UNICEF, 41% des naissances intervenues dans le monde en 2000 n'ont pas été enregistrées. Soit 50 millions d'enfants pour qui l'avenir risque d'être compromis.

La situation est encore plus grave en Afrique subsaharienne où le pourcentage des non enregistrés âgés de moins de 5 ans dépasse les 70% contre 63% en Asie du sud, une région qui quelques années plutôt arrivait en tête de classement avec 22,5 millions d'enfants non enregistrés alors que l'Afrique n'en comptait que 17 millions, selon le rapport de l'UNICEF «50 millions d'enfants sans identité».

Sur 160 pays à travers le monde, seuls 82 présentent une couverture d'enregistrement supérieure à 90%.

La cause principale est le fait que l'enregistrement à la naissance n'est pas perçu dans beaucoup de régions du monde comme un droit fondamental. L'exemple de l'Afrique occidentale et centrale est très révélateur.

Les taux d'enregistrement y varient énormément d'un pays à l'autre et aucun d'entre eux n'atteint les 100% (Togo: 82%; Cameroun 79%; Gambie 32%; Guinée équatoriale 32%, Tchad : 25%).

Le Sénégal affiche un taux d'un peu moins de 50% pour les déclarations de moins de 6 mois. Il varie toutefois du milieu rural au milieu urbain. Ainsi dans les villes, 3 enfants sur 4 sont enregistrés alors qu'en milieu rural moins d'un enfant sur 2 est enregistré à la naissance, soit

46,4% selon une enquête réalisée par le bureau régional de PLAN international le 19 février 2004 à Dakar.

Les régions les plus touchées au Sénégal par le phénomène du non enregistrement à l'état civil sont celles de Kaolack (44,4%), Tambacounda (46,2%), Louga (46,2%), Kolda (47%) et Diourbel (49,1%). Par contre, les régions de Dakar et de Ziguinchor affichent respectivement des taux de 83% et de 76%. Dans un sens, le cadre juridique sénégalais présente tout un arsenal de lois, qui a priori, aurait du permettre une amélioration de la situation.

Nous pouvons à cet effet noter :

- l'article 51 du code de la famille de 1972, qui stipule que toute naissance doit être déclarée dans un délai franc d'un mois. Lorsqu'un mois et 15 jours se sont écoulés depuis une naissance sans qu'elle ait fait l'objet d'une déclaration, l'officier d'état civil peut recevoir une déclaration tardive pendant un délai d'une année.
- l'article 30 du code de la famille qui définit le caractère universel de l'enregistrement des naissances et stipule que « toutes les naissances, tous les mariages, tous les décès sont inscrits sous formes d'actes ». Les autres faits ou actes concernant l'état de la personne font l'objet d'une mention au registre.
- Les articles 31 et 32 du code de la Famille, qui précisent les responsables dans l'enregistrement des naissances:
 - « dans les communes, les fonctions d'officier de l'état civil sont remplies par le Maire, un adjoint, un conseiller municipal ou un fonctionnaire spécialement désigné
 - dans les sous-préfectures, ces fonctions sont remplies par le sous préfet ou par une personne sachant couramment écrire et lire le français et désignée par arrêté du Préfet
 - dans les communautés rurales, cette fonction est exercée par le Président du Conseil rural, son vice Président ou un conseiller rural
 - dans les centres secondaires, ces fonctions sont remplies par une personne désignée par arrêté du Préfet »

L'état civil n'est pas seulement un problème structurel, il est politique, organisationnel et communicationnel :

- Les agents de l'état civil manquent de formation (ou ne bénéficient pas d'une formation poussée dans ce domaine)

- Les infrastructures ne sont pas forcément appropriées. En effet beaucoup d'archives se perdent ou se détériorent; les conditions d'archivage n'étant pas des meilleures
- Le découpage administratif n'est pas toujours de nature à faciliter l'enregistrement notamment pour certaines zones enclavées
- L'état est en partie coupable de parfois tolérer l'inscription des élèves au CI¹² sans pièces d'état civil dans le cadre de sa poursuite des objectifs « Education Pour Tous ».
- La sous information des populations : elles ne sont pas suffisamment informées des enjeux futurs et immédiats pour l'enfant qui est appelé à grandir dans une société normée par des règles. Ce manque d'information et de sensibilisation reste toutefois une des causes fondamentales même s'ils y en existent d'autres d'où la nécessité de renforcer les stratégies à ce niveau.

Cette situation induit des conséquences non moins inquiétantes pour le développement d'un état. Un mal qui se traduit, entre autres, par le caractère biaisé des données démographiques, qui induisent une mauvaise planification de l'Etat et des partenaires au développement pour la gestion des problèmes de santé, d'éducation, de lutte contre la pauvreté, d'emploi, à Tambacounda et ailleurs.

Aussi, des stratégies sont utilisées par l'Etat, les institutions internationales ou les ONG pour lutter contre la non déclaration des naissances. Parmi celles-ci, la communication occupe une place qui mérite d'être étudiée.

2.1

¹² Le CI est la grande section du jardin d'enfants (école maternelle).

L'école primaire débute juste après le CI et est composée de 5 années d'études dont les classes sont les suivantes : CP, CE1, CE2, CM1, CM2. A la fin du CM2, il y a le lycée (secondaire)

Contexte de la région de Tambacounda

La région de Tambacounda, dont le chef-lieu est la ville de Tambacounda, couvre une superficie de 59 602 km², soit 30% du territoire national. Elle est la région la plus étendue du pays.

En 2000, sa population était estimée à 518.040 habitants dont 83% de population rurale, 17% de population urbaine, 51% de femmes et 58% de jeunes de moins de 20 ans. Cette population, avec une densité de 9 habitants au km², représentait 6% du poids démographique national. Sa population est à plus de 80 % rurale. Le peuplement de la région, malgré la dominante Peulh et Mandingue, est formé d'une véritable mosaïque de groupes ethniques, dont certains proviennent des pays limitrophes (Gambie, Mali, Guinée Conakry et Guinée Bissau).

La région de Tambacounda est la région la plus vaste du Sénégal. Elle fait frontière avec 3 régions du pays (Matam, Kaolack et Kolda) et 4 pays (Gambie, Guinée, Mali et Mauritanie). Cette position fait d'elle une région très sensible en matière de santé à cause des flux migratoires habituels dont elle fait l'objet.

Elle est aussi connue pour son enclavement intérieur avec un terrain particulièrement accidenté dans sa partie sud (Kédougou notamment). Elle dispose d'immenses potentialités touristiques encore non ou peu exploitées.

Du point de vue de son organisation administrative, elle compte 3 départements, 13 arrondissements, 35 communautés rurales, 3 communes et 1.465 villages.

Son climat est compris dans les zones soudano - sahélienne et soudano - guinéenne. Une telle situation lui confère un milieu naturel diversifié, un environnement écologique généralement favorable au développement de l'agriculture et de l'élevage.

L'intervention de Aide et Action dans le domaine de l'enregistrement des naissances dans cette région a été motivée par le taux alarmant de non enregistrés et ses répercussions sur l'école et l'éducation, son principal champs d'intervention.

2.2 Quelques définitions conceptuelles

Ci-après seront définis ou du moins clarifiés des concepts pour permettre une meilleure compréhension de notre sujet de mémoire. Ces concepts tournent autour de l'état civil, de la décentralisation et de la Communication. Cette clarification conceptuelle est une phase qui permet de camper certains concepts fondamentaux.

Etat civil : C'est l'ensemble des éléments de la filiation qui identifie un individu et d'individualiser une personne dans son milieu. Par extension c'est l'appellation donnée aux services administratifs d'une commune qui reçoivent les déclarations et qui conservent les registres concernant les naissances, les reconnaissances d'enfants naturels, les mariages et les décès. Cette définition rejoint celle du code de la famille, qui dit que l'état civil permet aux citoyens d'attester des événements importants de leur existence (naissance, mariage, décès...) c'est à dire les éléments constitutifs de l'état des personnes.

Déclaration des naissances : Selon le dictionnaire encyclopédique des noms propres, elle est définie comme le fait de porter (quelque chose) à la connaissance des autorités compétentes. Pour « l'enregistrement à la naissance, un droit pour commencer », c'est la déclaration de la naissance d'un enfant, enregistré officiellement à un niveau quelconque par une branche déterminée de l'administration publique. C'est un document officiel permanent attestant l'existence de l'enfant.

Audiences foraines : Du latin *de foris* voulant dire « dehors »; les audiences foraines peuvent être définies comme des séances présidées par le juge en dehors des tribunaux. Elles sont organisées, entre autres, pour permettre l'enregistrement des naissances par la déclaration tardive.

La décentralisation : La décentralisation est un choix politique fondamental car elle permet d'instaurer la démocratie par la participation des populations à la gestion de leurs affaires. Elle suppose que le pouvoir de décision soit accordé à des personnes juridiques autres que l'état et quelles aient leurs biens propres. Les conditions de la décentralisation sont au nombre de quatre :

- Toute collectivité décentralisée doit avoir sa personnalité juridique. C'est-à-dire qu'elle devra avoir des biens propres, des agents, un budget autonome; la capacité d'agir en justice et de passer des contrats ;
- Elle doit avoir vocation à gérer ses propres affaires ;

- Elle doit être administrée par des autorités qui lui sont propres et qui sont désignées par les populations elles-mêmes ;
- Elle doit être soumise à un contrôle de l'autorité centrale par un texte et différent du contrôle hiérarchique.

La décentralisation est aussi définie par le dictionnaire encyclopédique des noms propres comme le transfert des compétences d'un organisme central à des organes régionaux ou locaux. Dans la décentralisation, les autorités sont élues.

La déconcentration : Elle est une modalité d'aménagement du pouvoir central, une modalité de la centralisation. Il s'agit de répartir les pouvoirs de décisions au sein d'un même appareil, d'une même personne morale: l'état

La déconcentration permet d'éviter l'engorgement du pouvoir central. Elle est réalisée par le procédé de délégation des compétences. La déconcentration n'entraîne donc pas la création d'une nouvelle personne morale. Les autorités déconcentrées sont soumises à un contrôle hiérarchique très strict. Pour le même dictionnaire, il est un système administratif dans lequel les agents locaux d'un organisme central ont un certain pouvoir de décision. Dans le cadre de la déconcentration, les autorités sont nommées.

La commune: La commune est un groupement d'habitants d'une même localité unie par une solidarité résultant du voisinage et désireux de traiter de leurs propres affaires par l'organe d'un conseil municipal élu, charge de régler par ses délibérations les affaires de la commune. La commune dispose d'une personnalité morale et de l'autonomie financière.

La commune d'arrondissement : Le code des collectivités locales du Sénégal prévoit à l'article 77 du titre 3 que les grandes communes peuvent être divisées en communes d'arrondissement. La création de communes d'arrondissement a pour objectif d'appliquer aux grandes villes les principes fondamentaux de la politique de décentralisation et de

déconcentration pour une meilleure administration des zones urbaines¹³. Au Sénégal, les communes d'arrondissement pour l'heure n'existent que dans la région de Dakar. C'est ainsi que les villes de Dakar, Pikine, Guediawaye et Rufisque ont été subdivisées en communes d'arrondissement. La communauté rurale selon le même ouvrage, est constituée par un certain nombre de villages unis par des liens de solidarité résultant du voisinage, possédant des intérêts communs et capables de trouver les ressources nécessaires à leur développement. Elle est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie financière. Elle est administrée par un organe délibérant, le conseil rural et un organe exécutif, le Président du Conseil Rural¹⁴.

2.3 Les causes du non enregistrement des naissances dans la région de Tambacounda

- **Les causes liées à l'ignorance**

Les populations ne connaissent pas les textes de lois mais pire encore, elles ignorent l'utilité de l'état civil. Tambacounda reste une des régions les moins alphabétisées du Sénégal. Ceci ne facilite guère l'appropriation et même la connaissance de certains textes de lois notamment ceux régissant l'état civil.

Les lois, de par leur diversité et leur complexité, ne sont souvent connues et comprises que par un public averti, constitué par les professionnels et les praticiens du droit. Dans ces circonstances, il est loisible de constater que les populations qui dans leur grande majorité ne

¹³ Recueil des textes de la décentralisation - avril 1997

¹⁴ Président du Conseil Rural : PCR

savent ni lire, ni écrire, ignorent non seulement l'existence de la norme, à fortiori son contenu¹⁵.

La déclaration des naissances, gratuite, est ignorée par une majorité de la population qui pense qu'il faut inéluctablement verser la taxe de 200 FCFA¹⁶ pour déclarer son enfant. Pourtant la loi précise que la déclaration est gratuite et que la taxe ne doit être payée que pour l'obtention de l'acte d'état civil (décret W 89428 du 22 avril 1989). Il faudrait dire que cette situation est favorisée par les officiers d'état civil malhonnêtes, notamment dans les centres secondaires qui profitent de l'ignorance des populations pour réclamer la taxe à la déclaration des naissances et établir par la même occasion l'acte de naissance.

Certains d'entre eux, quelque peu véreux, prétextent les risques de manque de registres. En effet, selon eux, si les populations ne font que déclarer les naissances sans payer la taxe, le stock de registres s'épuise rapidement, et il faut de l'argent pour renouveler les stocks. Ceci est en violation totale de la loi et constitue également un facteur qui décourage certaines populations à aller déclarer leur enfant.

- **Les causes liées au dysfonctionnement de l'état civil :**

Centres principaux et centres secondaires

En milieu urbain, un centre principal et des centres secondaires se trouvent dans la commune alors qu'en milieu rural le centre principal est installé à la sous-préfecture et les centres secondaires au niveau des chefs lieu de communautés rurales.

¹⁵ La non inscription des naissances et son impact sur la scolarité par Aide et Action Sénégal 2000 (centre de documentation)

¹⁶ 200 FCFA est égal à environ 50 cents canadiens

Le chef de village est considéré comme l'officier d'état civil dans son village. Chaque naissance est enregistrée dans son carnet mais n'a de valeur qu'une fois transcrite dans le registre d'état civil du centre secondaire installé dans le chef lieu de communauté rurale. Il doit parfois parcourir des kilomètres pour faire transcrire ces déclarés dans le registre du centre secondaire et généralement il n'en voit l'utilité que si les parents des déclarants lui versent en même temps la taxe.

Les centres secondaires envoient les registres d'état civil à la fin de chaque année à leur centre principal de rattachement. La conséquence est que les centres secondaires ne peuvent délivrer que les copies des actes d'état civil de l'année en cours¹⁷. Au delà, les bulletins et extraits de naissance, ne peuvent être délivrés que par le centre principal qui désormais détient trace de la déclaration.

A Tambacounda, du fait de l'enclavement de certaines zones et plus particulièrement du mauvais état des voies de communication, ce dysfonctionnement de l'état civil induit des situations graves.

« Il en est ainsi par exemple de la distance reliant le chef lieu de communauté rurale de Salikegne à la sous-préfecture de Dabo où se situe le centre principal d'état civil. Il en est de même entre le village de Ndorna à la Communauté rurale de Médina yoro foulah. Pire, les voies d'accès qui sont dans la quasi majorité des cas en piste latéritique sont dans un piteux état. Pendant la saison des pluies, elles sont dans un état d'impraticabilité à décourager plus d'un à se déplacer, a fortiori pour un papier administratif dont on ne mesure pas, la plupart du temps, à sa juste mesure, la valeur¹⁸ ».

¹⁷ Présentation illustrée des thèmes relatifs à l'état civil : problèmes et solutions proposés par DGL Felo juin 2003

¹⁸ Rapport Final de capitalisation sur la problématique de non inscription des naissances a l'état civil dans la région de Tambacounda - Aide et Action - Décembre 2003

Cette situation traduit la non harmonisation des textes sur l'état civil (fixés en 1972) et ceux consacrant la décentralisation avec le transfert des compétences aux collectivités locales (en 1996). Il aurait été plus judicieux dans le cadre de cette décentralisation, de transférer aux communautés rurales, notamment des centres secondaires d'état civil, la possibilité de fournir, à chaque fois que de besoin une pièce d'état civil aux demandeurs.

- **Les causes liées à la pauvreté et à la négligence des parents**

Tambacounda, malgré sa richesse en potentialités agricoles, avec des milliers d'hectare de terres et de bois non encore exploités, est pourtant l'une des régions les plus pauvres du Sénégal. Cette situation se ressent beaucoup sur les conditions de vie des populations. Dans un tel contexte, l'enregistrement des naissances n'est pas forcément une priorité. Les parents font parfois preuve d'une grande négligence.

La pauvreté, bien qu'ayant été retenue comme cause de non déclaration des naissances est toutefois à relativiser. Beaucoup de personnes, étant dans l'ignorance de la gratuité de la déclaration, affirment n'avoir pas d'argent pour déclarer leurs enfants.

Pourtant, pendant des festivités organisées à l'occasion des baptêmes ou autres cérémonies, les sommes dépensées sont énormes, comparés aux frais demandés pour obtenir un extrait de naissance. En outre, les distances parcourues pour aviser la famille et les amis de la naissance, dépassent parfois de loin celles nécessaires pour rejoindre le centre d'état civil. Les parents ont donc parfois d'autres priorités que de déclarer leur progéniture.

Par contre, dans le cas des audiences foraines, la cause de la pauvreté est défendable. En effet, passé le délai d'un an depuis la naissance, la déclaration ne peut se faire que dans le cadre d'une audience normale ou foraine¹⁹ organisée par le président du tribunal.

Dans ce cas de figure, la déclaration se fait en présence de deux témoins et après le versement des coûts de jugements supplétifs de 4600 FCFA²⁰ (ces coûts peuvent varier).

Face à la pauvreté, la priorité des populations se résume plus à la satisfaction des besoins de première nécessité qu'à une planification sur un moyen/long terme. C'est ainsi qu'à l'hôpital régional de Tambacounda, des parents quittent l'hôpital sans retirer le certificat de naissance pour la raison qu'ils n'ont pas les 500 FCFA demandés. Ce constat sera un élément assez révélateur par rapport à la suite d'autant que cette procédure est conçue pour faciliter la déclaration de l'enfant à l'état civil.

• **Les causes liées à la lenteur dans la délivrance de la pièce d'état civil**

La lenteur dans la délivrance de la pièce d'état civil ou dans la transcription dans les registres peut constituer un facteur bloquant très important dans le cadre de l'analyse. Les ruptures de stocks de registres au niveau des conseils ruraux sont assez fréquentes. Les populations qui peuvent parfois faire plusieurs kilomètres à pied, à plusieurs reprises en vue de faire transcrire les déclarations, se découragent le plus souvent après plusieurs tentatives. D'autre part, le manque de volonté de certains présidents de conseils ruraux ou de leurs secrétaires face à des déclarants qui ne veulent pas payer la taxe ne facilite pas la situation. Certains se préoccupent davantage du niveau d'entrée des fonds en rapport avec le stock de registre que du droit à la déclaration. A côté de ces causes, il faut citer celles liées aux croyances

¹⁹ Une audience normale se tient au tribunal, tandis qu'une audience foraine se tient en dehors des tribunaux et facilite l'enregistrement dans les registres du plus grand nombre de personnes

²⁰ 1 dollar canadien équivaut environ à 450 FCFA

traditionnelles. Au Sénégal, certaines croyances perdurent, dont celle qui consiste à croire que le nom de l'enfant ne doit être révélé à qui que ce soit avant le 7ème jour suivant sa naissance, sinon cela pourrait porter malheur!

2.4 Les conséquences de la non déclaration des naissances

- **Sur l'éducation des enfants**

Les enfants restent les premières victimes de la non déclaration des naissances. Les textes régissant l'enseignement élémentaire postulent que tout apprenant doit fournir un acte de naissance au moment de son inscription au CI comme c'est le cas dans d'autres pays tels que le Cameroun, le Yémen et le Lesotho²¹. Si ces textes étaient respectés au Sénégal, ils seraient encore des milliers d'enfants à ne pas être scolarisés.

Cette réglementation bien qu'existant ne s'applique pas dans la réalité car étant en contradiction avec les objectifs d'éducation pour tous dans lesquels s'inscrit le gouvernement du Sénégal. Les enfants sans pièces d'état civil sont tolérés et s'inscrivent en classe de CI. Mais dès lors qu'ils arrivent en classe de CM2 (fin du cycle de l'école primaire), ils sont contraints au moment de la constitution de leur dossier d'examen de fin d'études primaires, de présenter leurs pièces d'état civil. Les plus chanceux seront certainement ceux qui auront eu le temps, avant les examens, de bénéficier des audiences foraines. Les moins chanceux seront ceux qui ne pourront pas passer l'examen, (et cela après 6 années d'études), faute de ne pouvoir présenter une pièce d'identité. Cette situation cause ainsi des abandons d'école, très

²¹ Dans ces pays; les écoles refusent systématiquement d'inscrire les enfants qui n'ont pas de bulletin de naissance. « l'enregistrement des naissances, un droit pour commencer»

fréquents, à partir CM2 (à 10 ans). Signe de découragement chez beaucoup d'enfants et de remise en cause de l'utilité de l'école par les parents, il reste que les responsabilités sont partagées entre les parents et les autorités éducatives y compris les enseignants qui ont la possibilité de prévenir ce genre de situation (du CI au CM2).

- **Sur la fiabilité des statistiques**

Irions-nous trop loin si nous affirmions que les statistiques fournies pendant les recensements des populations sont discutables et partant de là que les projections de l'Etat en matière de programme de développement sont fausses ? Probablement oui.

Mais il n'en demeure pas moins que le problème de la fiabilité des données devra être posé vu l'ampleur de la non déclaration des naissances dans la région de Tambacounda mais également vu le désordre dans lequel se déroulent les audiences foraines, point sur lequel nous reviendrons dans les prochains chapitres.

- **Manquement au devoir civique**

L'article 29 du code de la famille stipule que: « l'état des personnes n'est établi et ne peut être prouvé que par les actes de l'état civil ». En clair, cela voudrait dire qu'il sera difficile pour une personne non déclarée de pouvoir établir une reconnaissance légale de son existence. ²²

La vie civile ou l'espace d'expression de l'homme en tant que citoyen repose sur la nécessaire identification voire individualisation de la population. (...). Cela signifie que du fait de la non inscription de la naissance, l'homme perd les attributs fondamentaux de sa qualité de citoyen dans l'exercice de ses droits et de ses devoirs.

Au rang de ses devoirs et droits, peuvent être cités:

²² la non inscription des naissance et son impact sur la scolarité -Aide et Action -étude réalisée en 2000

- le droit a une nationalité et a une propriété
- la garantie que les enfants sont enregistrés à l'âge légal prescrit
- l'application des lois relatives à l'âge minimum pour exercer un emploi, et les efforts visant à empêcher le travail illégal des enfants
- La lutte efficace contre le mariage forcé et/ou ou précoce des filles, y compris par les efforts pour prouver qu'elles n'ont pas atteint l'âge légal ²³

A la lumière de ce diagnostic, il ressort que la problématique de la non déclaration des naissances est à la fois structurelle (problème d'organisation du système d'état civil), infrastructurelle (problème d'accessibilité des lieux d'enregistrement) mais aussi un problème communicationnel.

²³ Fiche d'information : l'enregistrement des naissances / Unicef

Chapitre III

CADRE THÉORIQUE

Le cadre théorique de notre recherche sera délibérément axé sur des auteurs africains. Nous ne nous limiterons pas à eux exclusivement mais il nous semble original de prendre cette voie aussi. Nous n'avons pas la prétention de traiter ce sujet qu'avec des auteurs africains, mais une place prépondérante leur sera réservée dans ce chapitre. Nous essayerons de comprendre ce que la notion de développement englobe, dans une perspective et un environnement africains.

A travers les différents auteurs consultés, il semble y avoir une variable importante qui entre en ligne de compte et que nous n'avions pas pris en compte au départ : la variable culturelle. Nous y reviendrons dans la deuxième partie du cadre théorique.

Mais tout d'abord, il nous faut définir la communication pour le développement.

3.1 Le concept de développement

3.1.1 Repenser le concept de développement

Finalités, nature et significations du développement s'entremêlent et se confondent largement dans la construction de ce champ conceptuel. La notion de développement est au cœur de ce mémoire. Nous l'avons dit plus haut.

Le développement a été et reste le principal cadre à partir duquel sont envisagées les sociétés africaines, leur transformation et leur insertion dans le monde. Cette problématique du

changement et de l'évolution peut être située au niveau de la rencontre de l'Afrique avec la culture de l'Occident.

Soutenant l'emprunt de modèles, de normes d'organisation sociale, la réflexion sur les moyens d'accélérer la croissance économique indiquerait l'itinéraire qui aurait logiquement dû déboucher sur l'industrialisation et le développement de l'Afrique.

C'est que, le développement qui s'imposait alors aux sociétés africaines, loin d'être un concept neutre et loin de décrire un simple processus parfaitement reproductible, était profondément tributaire d'une culture et d'une vision du monde caractéristiques de la philosophie occidentale positiviste.

Au regard du paradoxe de l'évolution divergente entre les pays occidentaux et ceux du tiers monde, et des différentes déconvenues enregistrées par le projet unificateur dans les nouvelles sociétés d'expérimentation, il apparaît nécessaire de procéder à une critique, non pas uniquement des paradigmes, ou plutôt des quasi-paradigmes ²⁴, qui ont cours dans le champ du développement, mais également à une critique du concept en lui même, pour finalement poser les éléments qui pourraient permettre de le redéfinir, en lui donnant un sens par rapport au contexte dans lequel chaque société humaine est amenée à l'expérimenter. Une reconquête du sens qui ne peut s'opérer que par une inscription du développement dans l'histoire et la culture africaine.

²⁴ Plutôt que celle de paradigme, le recours à la notion de quasi-paradigme permet de préciser qu'en sciences humaines, il est plus question de positions théoriques et méthodologiques partagées par un groupe de chercheurs ou une école des pensée, plutôt que d'un consensus partagé par l'ensemble de la communauté scientifique à un moment donné.

3.1.2 Le développement, une dynamique historiquement située et un concept idéologiquement marqué.

C'est après la deuxième guerre mondiale que naît la notion de développement dans les relations économiques internationales. Elle apparaît précisément dans le « Point quatre » du discours sur l'état de l'Union prononcé le 20 janvier 1949 par le président américain Harry Truman²⁵.

C'est plus exactement la notion de « sous-développement » (Mattelart 1999 : 176, Hermet 2000 : 32), qui sera utilisée dans ce discours pour caractériser les nations défavorisées auxquelles il allait falloir étendre, après le Plan Marshall qu'avait connu l'Europe, l'aide jusque là accordée à quelques pays d'Amérique Latine, dans une stratégie préventive globale contre le communisme. Latouche (1988 : 46) situe encore l'origine du concept dès l'entre-deux-guerres dans la littérature des experts de la Société des Nations. La notion est à ce moment très proche de celle de civilisation avec, plus qu'une dimension économique, une forte connotation sociale et culturelle.

La dimension économique considérée comme moins condescendante, s'imposera progressivement, avec dès les années 1950 l'apparition d'une littérature spécifique sur le développement consacrée aux pays de cet ensemble qui serait désigné sous le nom de Tiers-monde (Guillaumont 1985). Il reste cependant qu'en général la formalisation de l'état de développement ou de sous-développement est largement tributaire de jugements de valeur ethnocentriques.

²⁵ Nous devons nous engager, expliquait alors Harry Truman, dans un nouveau programme audacieux, et utiliser notre avance scientifique et notre savoir-faire industriel pour favoriser l'amélioration des conditions de vie et la croissance économique dans les régions sous-développées » (cité par Hermet 2000 : 32, voir aussi Rist 1996 : 118)

Les données du développement servent aussi de discriminant dans la mesure où leur absence permet de marquer l'état de sous-développement d'une société. Sous-développement et développement ainsi complémentaires forment un ensemble dynamique, un complexe d'acceptions dans lequel l'identification de l'une et l'autre notion dans le réel se fait au travers d'un certain nombre d'indicateurs. Mais le développement ne renvoie pas seulement à un processus aux résultats mesurables, repérables dans des transformations économiques, sociales, politiques et culturelles, ou à une forme de changement social. Il est aussi une idéologie, une vision du monde fortement imprégné par le déterminisme positiviste.

3.1.3 Évolutionnisme et doctrines économiques

L'emprise de l'évolutionnisme sur le développement est consubstantielle de la formation même de cette notion. Ce qui est désigné comme *développement* l'a d'abord été pendant très longtemps sous le terme de *progrès*, concept dans lequel la primauté de la raison créatrice, qui permet à l'homme d'évoluer en se libérant des structures de pensée archaïques doit beaucoup à la philosophie des Lumières du XVIII^e siècle. Le développement, en référence au progrès social, et dans ligne évolutionniste, s'attachera alors au mouvement linéaire qui doit conduire les hommes d'un état réputé inférieur à un stade toujours plus avancé.

Tout aussi linéaire et soumise à des passages obligatoires est l'approche du développement proposée par Rostow, selon un processus devant permettre aux « sociétés traditionnelles » des pays sous-développés, grâce à des investissements massifs, de décoller. Partant de cette étape initiale, une fois réunies les « conditions préalables du démarrage », celles-ci pourront passer à l'étape de « démarrage », puis progresser vers la « maturité » pour aboutir au stade final qui est la « société de consommation de masse » (Rostow 1963, p13). Le même principe de rattrapage par l'imitation structure le diffusionnisme (Rogers 1962), le développement étant défini dans cette approche comme un type de changement social qui peut être obtenu grâce à l'introduction d'innovations dans un système social donné, en vue de produire un accroissement du revenu et une amélioration du niveau de vie grâce à des méthodes de production plus modernes et une meilleure organisation sociale (Mattelart 1999). Selon les principes contenus dans l'approche de Rostow et du diffusionnisme, une société ne sera

considérée comme développée que lorsque le secteur moderne aura progressivement remplacé la majorité des structures de production traditionnelles, l'intégration du progrès technique devant se réaliser par les transferts de technologie, à la base de l'efficacité et de la productivité du travail, qui feraient cruellement défaut aux sociétés africaines.

3.2 Les théories classiques et le développementalisme

L'une des caractéristiques de l'approche classique est que celle-ci ne reconnaît pas de spécificité particulière aux pays du tiers monde. La croissance économique de l'ensemble des pays quels qu'ils soient passe par la libre circulation mondiale des biens, des hommes et des capitaux. La stratégie correspondant à cette vision libérale sera celle d'un développement extraverti, reposant sur des transferts massifs de capitaux nécessaires au décollage, et axé sur la valorisation des exportations de matières premières, selon le principe des avantages comparatifs et de la spécialisation internationale des pays en fonction de leur dotation en facteurs de production (ce qui suppose que l'échange profite à tous les participants). En fait, l'efficacité de ce modèle de développement dépend des opérations de transformation qui seront effectuées sur les produits avant leur exportation.

Dans l'optique de rattrapage, l'approche « développementaliste » s'inspire de l'interventionnisme étatique préconisé par Keynes. L'État contrôle l'essentiel des investissements, met en place des politiques macro-économiques et élabore des outils de régulation tels que les mécanismes de contrôle des prix.

3.2.1 Les courants marxistes et l'école de la dépendance

A partir des années cinquante, les théories qui postulent de l'inéluctabilité d'un impérialisme qui serait justifié par la recherche de débouchés pour les productions capitalistes vont conduire à partir des années cinquante à de nouveaux courants qui tentent de montrer que le développement des pays industrialisés se fait au détriment de celui des pays en développement, la pauvreté dans ce tiers monde étant la contrepartie obligée de

l'enrichissement du premier et deuxième monde. Samir Amin est l'un des théoriciens les plus connus de cette mouvance marxiste. Selon l'idée qu'il défend, le blocage du processus d'accumulation au Sud et les disparités croissantes entre ces économies du Sud et celles du Nord s'expliquent par l'échange inégal qui structure l'extension mondiale du système de production capitaliste (Amin 1970, 1973).

Au Nord, la croissance s'accompagne du développement tandis qu'au Sud elle renforce la « désarticulation » des structures de production. Jean Paul Lafrance abonde dans le même sens que les théoriciens du paradigme de la dépendance : « les relations inégales entre le Nord et le Sud, sur les plans politiques, économique et social sont directement montrés du doigt de même que les relations de domination entre les élites urbaines et leurs population rurales au sein même des pays du Sud. Si la périphérie s'appauvrit, c'est parce que le centre s'enrichit, à ses dépens » (Lafrance, Laulan, Rico de Sotelo 2006).

Pour sortir de cette logique inégalitaire, Samir Amin préconise une rupture avec les systèmes de référence du capitalisme pour un modèle alternatif autocentré, reposant sur son propre système de valeurs (Amin 1986). La déconnexion proposée n'est pas que rupture externe avec l'impérialisme, elle suppose aussi une rupture interne avec les classes relais du capitalisme mondial, pour emprunter une voie nationale et populaire. Généré de l'intérieur, ce modèle de développement s'adressera en priorité à la satisfaction des besoins locaux.

Le caractère autocentré du développement ne s'affirme pas tant sur une suppression des liens avec l'extérieur – le modèle ne signifie pas repli autarcique – que sur la nécessité de « compter sur ses propres forces »²⁶ et de développer des solidarités horizontales entre pays du Sud. Selon cette logique, seront donc valorisées les ressources nationales ou régionales, plutôt que l'appel aux financements extérieurs, aux technologies et aux produits importés.

²⁶ Selon les principes d'une idéologie de la *self-reliance* dont s'inspirera Julius Nyerere pour l'expérience *Ujamaa* en Tanzanie.

On sait l'issue de ces modèles qui ont connu beaucoup de succès dans la période d'affirmation politique du tiers monde, lors des débats sur la préservation d'une spécificité culturelle, la revendication d'un nouvel ordre économique international et d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. Les principes d'un développement autocentré seront repris dans les organisations du système des Nations Unies, comme en témoigne la stratégie de développement endogène formulée par l'Unesco. Celle-ci s'appuie sur les dynamiques internes et « concerne la totalité des dimensions de l'ensemble constitutif de la nation au plan économique et social » (Bartoli 1999 : 37), conformément à une résolution sur le nouvel ordre économique mondial adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974²⁷. En substance, suivant cette résolution, chaque pays a le droit d'adopter et donc d'élaborer le système économique et social qu'il jugera le mieux adapté à ses institutions socioculturelles, et le mieux apte à le conduire à son propre développement. Mais le développement ne sera bien souvent autocentré ou endogène qu'en théorie, tandis que la prédominance des relations verticales entre anciennes colonies et métropoles ne sera jamais contestée par un accroissement notable des liens de coopération de type Sud-Sud. Encore aujourd'hui, le plan de relance proposé par le NEPAD²⁸ qui intègre une approche régionale en appelant à la mobilisation des ressources internes s'appuie largement pour sa réalisation sur des financements occidentaux, sur le mode de l'investissement.

²⁷ Résolution 3201 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, 4-d.

²⁸ Le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) est une vision et un cadre stratégique pour la Renaissance de l'Afrique

3.2.2 La reconquête de la pensée et l'émergence d'un projet fédérateur

C'est dans la confrontation de toutes les sociétés à un environnement dans lequel elles doivent se reproduire et répondre aux défis posés par le milieu à l'espèce humaine que pourrait être résumée l'universalité du développement. On peut ainsi dire quelles qu'en puissent être les manifestations, que toutes les sociétés sont confrontées à une expérience de développement, comme ensemble de pratiques visant à la production du sens. Cette expérience part de l'observation vers l'action, et l'expression, dans un discours sur la réalité, d'une pensée sur la place de l'homme et de son devenir. C'est dans ce cadre que l'homme organise la vie en société, et pense les outils qui lui permettront d'assurer sa survie, par la satisfaction des besoins qui s'imposent à lui, de même que les outils symboliques et les règles dont le respect permettra de maintenir le groupe. L'éclatement de l'universel dans le particulier s'effectue au niveau de la spécificité des formes et des voies qu'empruntera le développement, celles-ci étant façonnées par un questionnement nécessairement interne. De même, les solutions qui seront définitivement retenues face à un problème spécifique devront idéalement émerger d'un processus d'innovation endogène et d'emprunts, en passant par une procédure d'essais, erreurs et ajustements, faisant ainsi évoluer une société. Nous parlons d'évolution dans le sens où il est difficile, voire impossible d'imaginer une organisation humaine qui échapperait à l'emprise du changement sous la contrainte de facteurs internes ou externes, naturels ou non. Mais ce mode d'analyse renvoie à un cadre théorique et anthropologique plutôt éloigné des modalités par lesquelles le concept de développement s'est construit en s'imposant dans la réalité des rapports internationaux.

Nous disions en début de chapitre avoir l'intention de traiter notre sujet sous une perspective africaine. Il s'agit là de repenser le concept de développement... à l'africaine.

C'est cette approche du développement qui nous intéresse particulièrement et qui nous a amené à nous pencher sur ce que les auteurs africains pensent ou avaient développé comme thèse concernant le développement. En effet, de nombreux auteurs africains ont écrits sur la problématique du développement. Leurs travaux nous permettront de mieux cerner notre sujet.

3.3 La critique de la culture et des mentalités africaines

Pour un certain nombre d'intellectuels africains, le modèle de développement universel n'est nullement à incriminer dans l'échec de son transfert vers les sociétés sous-développées. Ce sont plutôt les tentatives de tropicalisation, et les accommodations au nom de prétendus principes culturels, la recherche de voies différentes supposées cadrer mieux avec les « aspirations authentiques des peuples africains » qui rendraient le développement inopérant en Afrique.

On reviendra ici notamment sur le point de vue d'Etounga Manguelle (1993) ou encore celui de Axelle Kabou (1991), par ailleurs sévèrement critiqués par Kanyana (1995) qui dénonce chez ces auteurs qui se réclament d'une « École de pensée de l'intérieur », un révisionnisme africain. Axelle Kabou se propose de contribuer au renforcement de tout mouvement de pensée visant à rechercher les causes des malheurs de l'Afrique en son sein. Certes, le tableau dressé par Axelle Kabou est aussi très sombre, mais en projetant en pleine lumière les forces de l'ombre, elle appelle les Africains à se réveiller et fait un acte de foi dans l'avenir.

Bien que tous deux se défendent de militer pour l'adoption univoque d'une culture dominante occidentale, beaucoup pensent qu'ils ne semblent que préconiser le rejet d'une culture africaine aliénante et inadaptée aux contraintes du monde moderne.

Pour Etounga Manguelle, il manquerait cruellement à l'Afrique et donc à sa culture un sens critique pouvant lui permettre de progresser, ce qui fait qu'elle s'enfonce dans l'immobilisme, la reproduction immuable de ce qui a toujours été. Elle reste rigide et incapable de s'adapter aux changements imposés par la conjoncture, sauf à légitimer par une tradition du consensus l'instauration du parti unique et la vénération du chef.

S'il est vrai que la culture n'existe pas en dehors de sa mise en action ou en mouvement par la manière dont elle est construite, interprétée et vécue par les hommes, on peut cependant critiquer ici un procès fait à la culture comme recueil de normes, de règles ou de principes structurants en lieu et place d'un procès qui devrait être fait à ceux qui tentent de la récupérer dans l'univers politique post-colonial. La recherche du consensus africain n'a jamais signifié l'unanimité de tous, et elle n'a jamais été imposée, ainsi que l'indique par exemple l'institution de la palabre où finalement s'imposent les arguments les plus convaincants (voir Lohisse 1987, Kamto 1987, Gonidec 1997).

On pourra arguer que cette institution est désormais peu adaptée dans un contexte où le temps est compté, mais il n'empêche qu'une interprétation juste de cet élément culturel aurait pu conduire à la recherche d'un équivalent ou d'une adaptation de la palabre. Le recours à un consensus– unanimité répondait à des nécessités politiques précises (dont la légitimité ou la pertinence peuvent être discutées) d'instauration d'une unité nationale, qui par la suite a permis aux leaders de consolider leur position dominante. La culture si tant est qu'on puisse la considérer en elle-même ne peut donc pas être en cause.

Pour Kabou (1991), les raisons de l'échec du développement sont à rechercher dans une mentalité africaine totalement réfractaire au progrès, ce qui se traduit par une incapacité des Africains à se prendre en charge, dans la mesure où ceux-ci font reposer leur destin sur les épaules des étrangers.

Il serait donc temps, selon elle, d'aborder froidement le problème du comportement des Africains en lien direct avec le sous-développement, au lieu de se réfugier derrière un consensus forgé par le respect d'un droit à la différence, répandu au sein d'une communauté internationale bien pensante. La conséquence de cet évitement du sujet sensible que sont les mentalités africaines n'est pas étrangère à une interprétation qui situe finalement les obstacles au développement dans « la forte imprégnation idéologique » des modèles importés, en faisant porter le salut sur une voie de développement « adaptée aux aspirations profondes des africains ». Le champ étant alors laissé libre au refus du développement et à l'immobilisme.

Outre ces deux auteurs camerounais, Mutombo Kanyana désigne également le Malien Tidiane Diakité, le Congolais (République Démocratique du Congo) Kă Mana, ou encore le Béninois Roger Gbégnonvi .

Il est vrai que certaines des questions soulevées par Axelle Kabou ne manquent pas de pertinence, notamment l'erreur commise par les Africains, à savoir celle de penser que l'Occident pourrait faire passer l'intérêt de l'Afrique avant le sien, de même que les errements et les nombreuses mises en scène d'un pouvoir en représentation qui entretient l'illusion d'un développement en marche par les comptes rendus d'inaugurations et de pose de première pierre dont regorgent les médias officiels.

Cela dit, cette imagerie du développement en marche fait partie des logiques de consolidation du modèle dominant, par le maintien de la croyance dans la possibilité d'un développement, au titre des rituels de la foi (voir Rist 1996 : 42).

Ce qui est cependant notable chez cet auteur, c'est une difficulté à envisager la culture comme pouvant être instrumentalisée. Celle-ci est limitée dans son essence, et elle fournit les bases mêmes de l'incapacité africaine et du refus du développement.

Pour Kanyana, il ne s'agit là que d'une représentation caricaturale de l'Africain et de sa culture, qui dénote d'une méconnaissance même de celui-là et de celle-ci, car l'Africain est loin d'être globalement monolithique sur le plan culturel, tant il a intégré de nombreux apports externes.

L'enracinement de la peur du chef et du respect de la vieillesse, la crainte des classes possédantes et des pouvoirs surnaturels, la vénération de l'argent, autant de choses dénoncées par Kabou ne relèvent-elles pas, plutôt que d'une politique culturelle visant « l'idolâtrie d'un passé anté-colonial, d'une interprétation commode de valeurs africaines désincarnées, en vue d'un maintien des privilèges » ?

Le recours au traditionalisme ou aux terroirs culturels ne constitue bien souvent que des stratégies politiques de capitalisation du malaise social par des groupes marginalisés engagés dans une lutte pour le contrôle des ressources rares ou du pouvoir. Les valeurs dites traditionnelles peuvent aussi être réinterprétées par des pouvoirs dominants, non pas pour une visée libératrice, mais pour une finalité de consolidation et de légitimation d'un pouvoir autoritaire (voir Badie 1992). Les entraves alors observées au « progrès », notamment lors de la mise en oeuvre des projets de développement, loin d'être de simples manifestations de survivances ou d'une différence culturelle réfractaire, conservatrice et passéiste, ne sont parfois rien de plus que révélatrices des antagonismes et des rapports de force qui structurent la relation entre dominants et dominés et le partage de l'influence sociale (Louvel 1996). Dans bien des cas, l'étiquette culturelle est alors apposée à des stratégies qui ont finalement peu à voir avec la culture.

3.3.1 La nécessité d'inscrire le développement dans l'histoire du continent

Cette nécessité s'impose pour dégager une approche et une définition dans laquelle le développement prendrait son sens à partir du contexte dans lequel les communautés humaines sont amenées à l'expérimenter.

Pour l'Afrique, il s'agirait alors d'un développement non pas défini en « prenant-en-compte-les-spécificités-culturelles africaines », car ce ne serait encore là qu'un développement « étranger » qu'on tenterait tant bien que mal d'adapter ou d'accommoder à des « spécificités » elles-mêmes difficiles à cerner tant elles peuvent être l'objet d'instrumentalisations diverses, mais plutôt un développement généré de l'intérieur, produit par la pensée, la critique et le génie de ces peuples, dicté par leurs besoins.

C'est une autre voie, qui pourrait s'appuyer sur la redéfinition préalable d'un projet de société fédérateur, et qui exige la reprise d'initiative des Africains, admettant la nécessité d'entendre et d'avoir confiance dans leurs peuples, la nécessité de reconnaître l'apport de la pensée, du débat et de la critique constructive, la nécessité d'une remise en cause des rapports institués entre les gouvernants et leurs peuples, mais également des rapports sociaux et inter-individuels.

3.3.2 Le préalable d'une restauration historique et culturelle

Cheikh Anta Diop (1954, 1959) envisageait la redécouverte d'un passé africain non orienté par une lecture occidentale, pour redonner confiance à ces peuples et rompre les croyances qui justifient leur extériorité à l'histoire universelle et leur incapacité à la création.

En outre, il désirait par ses travaux montrer l'unité culturelle profonde des peuples africains, au-delà de divergences apparentes, en dégagant un certain nombre de caractéristiques, qu'il s'agisse des croyances religieuses, des structures familiales ou des langues.

Si un certain nombre de ses conclusions, telles que l'historicité des sociétés africaines ou l'africanité de l'Égypte ne sont aujourd'hui presque plus discutées, certains reproches lui ont été adressés pour avoir donné une place trop prépondérante à l'Égypte.

La remarquable oeuvre de Cheikh Anta Diop n'aura pas seulement été de fournir les bases pour une unité et une renaissance africaine. L'étude du passé ne devait pas se faire pour s'y complaire disait-il, « mais pour y puiser des leçons ou s'en écarter en connaissance de cause si cela est nécessaire (1959). Une autre avancée fondamentale sera d'avoir proposé des éléments sur lesquels aurait pu s'appuyer un développement adapté dans les cultures africaines. Ce développement qui devait nécessairement prendre en compte l'émergence

d'une Afrique unie, pouvait passer par la promotion des langues nationales, et par l'enseignement dans les langues maternelles comme moyen de minimiser les retards pris dans l'apprentissage de concepts scientifiques, qui auraient été préalablement traduits (Ki-Zerbo (1990), ou Ondobo (1992). En fin de compte, c'est à un humanisme profond, au rassemblement de tous les hommes et aux médiations culturelles capables de faire progresser l'espèce qu'appelait Cheikh Anta Diop. C'était un visionnaire et sa façon de considérer le développement a inspiré grandement les initiateurs du NEPAD.

Nous avons annoncé en début de chapitre notre volonté de nous appuyer sur des auteurs africains principalement. Une fois cette étape franchie, il serait intéressant de comprendre la perspective occidentale du développement, particulièrement celle de la communication pour le développement

3.4 La communication pour le développement et la communication participative

3.4.1 La communication participative

Selon Guy Bessette, il s'agit plutôt d'une approche plutôt que d'une discipline.

Dans les définitions qui en sont données, on retrouve généralement des énoncés globaux. Tantôt on la définit comme « l'ensemble des processus d'information et d'évaluation de même que l'ensemble des actions aptes à solliciter et à susciter la participation d'une population à son propre développement, ou encore comme un ensemble d'activités planifiées de communication visant le changement individuel et social (Middleton, 1985, p. 31), ou bien la pratique de la communication dans le but de promouvoir le développement socioéconomique, c'est-à-dire un type de changement social planifié » (Rogers, 1976). On retrouve quelquefois dans certaines définitions le sens plus restrictif de support de la communication à une activité ou à un projet de développement. On considère alors la communication pour le développement comme un processus social visant à produire une compréhension commune ou un consensus parmi tous les participants A une initiative de développement (Balit, 1988, p. 13). L'expression « Development Support Communication » est en fait plus appropriée et

désigne fort justement une méthodologie efficace qui a fait ses preuves. Enfin, on remarque que des définitions mettent l'accent sur l'accès de la population au processus de communication dans le but de promouvoir la justice sociale et la démocratie (Beltran, 1993, p. 9). Ces différentes définitions - pour ne citer qu'elles! (Voir en particulier, Blake, 1993, p. 8) - font état de l'étendue de ce champ d'intervention. Quoi qu'il en soit, on retrouve au coeur de ce concept, la nécessité d'un échange d'information devant contribuer à résoudre un problème de développement et visant à améliorer la qualité de vie d'un groupe cible spécifique, ainsi que l'implantation de mécanismes d'analyse de besoins et d'évaluation à l'intérieur du processus de Communication ».

Tous ces chercheurs prennent position sur le fait que la Communication peut jouer un important rôle dans le processus du développement national car « la communication pour le développement est enfin sortie de la marginalité dans laquelle elle est demeurée pendant de longues années, et se retrouve aujourd'hui au coeur du développement, plutôt que d'en être un appendice ou un volet »²⁹

Selon Manon Hogue, les principes de base de la communication participative peuvent se résumer comme suit:

- Elle met l'accent sur le processus de communication
- La participation des populations est effective et ce, dès l'étape de conception du projet de développement et de la stratégie de communication. Les populations sont donc partie prenante du processus de prise de décisions.
- Elle vise, au premier chef, le changement social, le changement individuel y étant considéré comme une contribution au changement social.
- L'intention de la communication est le partage d'information, d'opinions, de points de vue.

²⁹ Communication pour le développement - Manon Hogue

- La finalité du processus de communication est la définition et la mise en oeuvre d'actions concertées, laquelle est rendue possible par la progression du dialogue à travers des étapes allant de la compréhension mutuelle à la résolution de conflits et à l'atteinte de consensus.
- Les flux de communication y sont bidirectionnels, i.e. que les interlocuteurs y sont à la fois émetteurs et récepteurs.
- Les flux de communication y sont horizontaux (entre les populations elles-mêmes) ou ascendants (des populations vers les décideurs).

L'approche participative en Communication pour le développement prend en charge le savoir et le savoir faire des populations. Elle vise à faciliter la participation de la communauté à leurs propres initiatives de développement grâce à l'utilisation de diverses stratégies de communication. Elle suppose donc une implication de celles-ci dans le processus depuis la planification jusqu'à la mise en oeuvre et l'évaluation. En communication pour le développement, cette approche est garante de la pérennisation des projets. Aussi, il importe de souligner que les populations sont parties prenantes dans la détermination des besoins de Communication et des solutions à mettre en oeuvre.

La communication participative est un outil de travail efficace qui peut faciliter les processus de développement communautaire et de recherche pour le développement. L'expression « participation de la communauté » ne renvoie pas seulement à une participation à des activités décrites par d'autres intervenants, mais à la prise de décision sur les activités à entreprendre et les objectifs à atteindre. Elle s'applique aux groupes communautaires au sein d'une même communauté, incluant ceux qui n'ont généralement pas accès à la prise de décision.

Tout comme les actions de développement qu'elle accompagne, la communication se doit de considérer les cibles comme des acteurs clés dans le processus. Pour avoir ce schéma; il est clair que dans le cadre de ce processus, le schéma traditionnel de transmission de l'information allant dans un seul sens ne convient plus. Il devrait être amélioré. Il s'agira dorénavant de créer les conditions pour favoriser des consensus autour d'actions à entreprendre. Un plan de communication pour le développement ne s'élabore pas en dehors des acteurs bénéficiaires, le diagnostic devant être participatif.

Daniel Lerner, l'un des fondateurs du domaine de la communication et du développement, propose le concept kantien d' « un monde fondé sur la dignité humaine [...] pour les régions

en développement », où « personne ne s'enrichit au détriment d'autrui », mais y parvient en acquérant des compétences (Lerner 1966, 195). Il attribue trois fonctions à la communication dans le processus de développement :

- créer de nouvelles aspirations
- promouvoir une participation accrue dans les actions de la société
- aider à promouvoir la croissance de nouvelles idées nécessaires pour le changement social.

3.4.2 La communication et le modèle de modernisation

Le paradigme de la modernisation, qui sous-tend le travail de Wilbur Schramm, considère le développement comme un processus de progrès social qui implique, pour une société, le passage graduel du stade traditionnel à un stade transitoire puis moderne. Chacun de ces stades se voit attribuer un type de structure communicationnelle : la typologie va d'une tradition locale, orale et interpersonnelle, à des structures plus nationales, moins personnalisées et axées sur les médias de masse modernes. Des études ultérieures, s'inspirant des postulats de Wilbur Schramm, ont fondé cette progression linéaire sur une analyse corrélationnelle, qui fait ressortir des liens de réciprocité entre variables communicationnelles et variables sociales telles que taux d'alphabétisation, embauche d'enseignants, urbanisation et niveau de revenus. Cette analyse a justifié le bien fondé des investissements en matière de communication : plus une société communique par les médias de masse, mieux elle se développe ou pourra se développer.

Dans les années 1970, le modèle de darwinisme social tel qu'exprimé par les tenants de la modernisation se voit contesté, principalement dans l'esprit d'experts latino-américains, et un nouveau paradigme apparaît. Il lie le sous développement (nouveau pôle d'intérêt) aux inégalités contextuelles et structurelles et aux facteurs de contrôle et de perte de ressources, plutôt qu'à une incapacité ou à une négligence propre aux peuples « traditionnels ». En conséquence, il ne faut pas s'attendre à ce que des investissements en équipements médias, ni même en messages dans les médias de masse suffisent, en tant que tels, à réduire la pauvreté et la dépendance des défavorisés. Surtout compte tenu de la tendance qu'ont les médias à véhiculer un contenu de divertissement, consumériste, axé sur les préoccupations urbaines,

souvent importé des pays industrialisés et en décalage avec les préoccupations du monde rural.

3.4.3 La communication et les media de masse

Les mass media sont importants certes en communication pour le développement notamment dans la phase de prise de conscience, mais au-delà de cette étape il y a l'autre versant qui consiste à amener les cibles à agir. La communication interpersonnelle est ainsi le prolongement qui permet de passer à la phase d'action et de participation des cibles à la réussite des politiques de communication. La communication interpersonnelle favorise la libre expression et la fluidité dans les échanges d'idées. C'est dans ce cadre que le concept du « Two step flow » trouve tout son sens c'est-à-dire la communication par les pairs. Elle permet de connaître les leaders d'un groupe dans une communauté. Le concept de leader d'opinion désigne quelqu'un qui a travers un contact personnel quotidien influence d'une manière régulière l'opinion ou la décision de quelques ou plusieurs affaires. Les personnes acquièrent des infos et forment leur opinion à travers des contacts personnels avec le leader d'opinion de leur groupe et ceci. Cette donnée est très importante dans le contexte de Tambacounda où les médias ne sont pas encore suffisamment développés (à part la radio, et cela dépend de l'endroit où l'on se trouve).

La communication pour le développement vise des objectifs de mobilisation autour de la problématique du développement. L'apport des mass media est déterminant dans la phase de mobilisation et conscientisation des masses même si elle est complétée par la communication interpersonnelle.

Concernant le développement de l'Afrique, aujourd'hui tout le monde s'accorde pour revisiter la notion d'un modèle de développement unique, non défini de manière autoritaire et dicté par l'occident. Une autre conception du développement est possible, conformément à la pluralité des cultures, mais qui prendrait en compte d'autres facteurs tel le libre choix laissé aux individus de maîtriser leur propre destin et de participer activement à construction de leur propre futur, à la lutte contre la pauvreté, et donner la possibilité pour chaque citoyen de

participer activement à la vie publique nationale et locale et surtout en prenant en compte l'importance de la variable communication au sein du développement.

Parmi toutes ces approches, celle que nous privilégions est celle d'Axelle Kabou qui va à l'encontre de tout ce qui se dit généralement concernant le développement de l'Afrique et appuie là où ça fait mal. Elle pointe du doigt les responsabilités africaines et se demande même si "la volonté de développement des africains n'est pas un mythe". Elle donne comme exemple le projet panafricain de Nkrumah, torpillé par les dirigeants africains eux-mêmes, soucieux de jouer leurs cartes personnelles et de conserver leurs "territoires".

Chapitre IV

MÉTHODOLOGIE

4.1 Stratégie de recherche

Pour ce travail de recherche, nous avons choisi de travailler avec des méthodes d'analyses qualitatives. Nous nous sommes basées sur les trois techniques de collecte de données suivantes :

- la recherche documentaire
- les enquêtes sur le terrain à Tambacounda dans des ménages, auprès des présidents de conseils ruraux et des personnes ressources
- l'observation indirecte

4.1.1 La recherche documentaire

Tout au long de notre recherche, nous avons exploité des ouvrages, études, rapports d'ateliers, de foras, des « press-book »,... qui nous auront permis d'analyser et de comprendre la situation dans laquelle se trouvait la région de Tambacounda par rapport à la non déclaration des naissances, de confirmer ou d'infirmer des certitudes par rapport à notre objet de recherche.

Cette phase nous a permis de mieux cerner le problème de la non déclaration des naissances et d'en saisir les enjeux au-delà du niveau national d'une part et de prendre connaissance des stratégies de Aide et Action d'autre part. Ainsi nous avons analysé des documents se rapportant à la politique de décentralisation, à l'état civil, à la Communication.

Pour ce faire, nous avons été dans différents endroits pour recueillir ces informations:

- le centre de Ressources documentaire de Aide et Action à Tambacounda
- les bureaux de Aide et Action à Kédougou et à Tambacounda
- le centre de Ressources documentaires de Aide et Action sur le net
- le programme DGL Felo³⁰
- les sites Internet de l'Unicef et des organes de presse locaux (les journaux quotidiens le Soleil, Sud Quotidien, l'Observateur, l'As) le site de l'Agence de Presse Sénégalaise ainsi que le site d'informations en continu Rewmi.

4.1.2 Les entretiens sur le terrain

Les entretiens que nous avons menés se sont déroulés aussi bien à Dakar, à Tambacounda, qu'à Kédougou.

Nous avons opté pour un échantillonnage de convenance. Ainsi nous avons choisi de façon empirique les cibles les plus indiquées. En effet, nous avons choisi d'interviewer des personnes expertes ; c'est-à-dire celles que l'on a estimé être le plus impliquées dans le processus développé par Aide et Action dans le cadre de la promotion de l'enregistrement des naissances à Tambacounda.

Si notre mission sur le terrain ne nous a pas permis d'aller dans toutes les communautés rurales où le programme était expérimenté, elle nous a offert l'opportunité d'être en contact direct avec les populations, les autorités, les opérateurs sur le terrain, etc. Cette méthode de travail correspondait parfaitement à nos besoins en tant qu'enquêteurs. De plus, son coût modéré, et le fait qu'elle nécessite peu de matériel, nous la rendait très accessible.

³⁰ DGL Felo est un programme de décentralisation et de gouvernance locale de l'USAID

Ces entretiens nous ont permis de rencontrer l'essentiel des autorités notamment des départements de Tambacounda et de Kédougou. Nous avons rencontré :

- les équipes d'Aide et Action, (les chefs des agences de Tambacounda et Kédougou accompagnés chacun de deux collaborateurs : 6 personnes)
- 5 journalistes ayant travaillé avec Aide et Action et étant familier avec la problématique de la non déclaration des naissances
- 5 inspecteurs départementaux de l'éducation
- 2 présidents de tribunaux
- des populations (interview collectives, donc nous ne pouvons donner un chiffre exact : une trentaine sous l'arbre à palabres du village de Nétéboulou)
- 5 élus locaux (que nous avons considérés comme des agents de développement)
- Les chefs des villages des localités de : Coumbacara, Ndorna, Sintiane Coundara, Sare ColySale, Sare Sinthiang Koundara
- 16 femmes accompagnées de leurs enfants à Tambacounda et à Kédougou
- 4 directeurs d'école

4.1.3 L'observation directe

L'observation directe a été une belle expérience pour nous. Nous avons beaucoup appris lors de cette dernière. Cette opportunité nous a été offerte par le président du tribunal de Tambacounda, qui a en collaboration avec l'Unicef et Aide et Action a tenu une audience foraine. Nous avons pu participer en direct au déroulement de cet événement et en tirer des enseignements.

4.2 Le choix des instruments et outils de collecte

Il s'agit principalement du guide d'entretien et du tableau de collecte de statistiques. Ces outils n'ont pas été pré testés mais ont été améliorés au fur et à mesure que les entretiens se déroulaient.

S'agissant du guide d'entretien, il a été confectionné en fonction des personnes cibles. Les questions étaient différemment posées selon que l'on s'adressait à une IDEN (Inspection Départementale de l'Education Nationale) ou par exemple à un citoyen quelconque. Nous avons fait en telle sorte que toutes les questions soient complémentaires et ouvertes. Cependant, elles ont été conçues de façon à trouver réponses aux questions qu'on posait et à enrichir notre analyse. Par exemple, on a essayé de savoir si nos interlocuteurs avaient conscience de l'importance et de la nécessité de l'enregistrement à la naissance ; s'il étaient capables de donner des informations sur les procédures d'enregistrement et s'ils avaient accès à des listes d'enfants et de jeunes n'ayant pas de papiers (extrait de naissance, carte d'identité...) en vue de leur faciliter l'obtention.

Pour le guide d'entretien, nous avons opté pour un dialogue direct : des notes étaient prises pendant les entretiens ou parfois en fonction de la sensibilité de la personne que nous avions en face.

Avec le consentement de tous nos interlocuteurs, les entretiens ont tous été enregistrés à l'aide d'un enregistreur numérique. La miniaturisation de cet objet nous a permis de mettre à l'aise nos interviewés, qui dès les premières minutes de l'entretien passées, ont complètement oublié l'enregistreur (à peine plus épais qu'un stylo bille).

4.3 Les limites de la recherche

La première limite à notre étude était liée à des contraintes de temps, de moyens matériels, et de moyens financiers, indispensables pour nous permettre de couvrir l'ensemble des départements de Tambacounda et Kédougou.

Les distances étaient longues (Tambacounda et Kédougou sont respectivement à 470 et 720 km de Dakar) et les routes sont malheureusement en piteux état. Aussi, si au départ notre descente sur le terrain était mue par une volonté manifeste de couvrir l'ensemble de la zone expérimentale c'est-à-dire les deux départements ou du moins un maximum de communautés rurales, nous nous sommes vite rendus compte que cela n'était pas possible, compte tenu des distances à parcourir et de l'enclavement.

Aussi avons nous dû redimensionner notre ambition.

A Tambacounda, nous avons ciblé Tambacounda commune et le chef lieu de la Communauté rurale de Ndorna.

A Kédougou, nous avons ciblé la commune de Kédougou, la Communauté rurale de Ouassadou, la Communauté rurale de Sinthiane Koundara et celle de Sare Cole Salle, en plus des deux villages des Communautés rurales de Sinthiane Koundara et Ouassadou.

Une recherche exhaustive aurait forcément nécessité plus de moyens financiers, matériels, humains et plus de temps. Nous avons décidé d'étudier des pistes, de proposer des améliorations qui devraient aider à documenter des études futures.

Le second obstacle auquel nous avons été confrontés est la dispersion de la documentation au sein de Aide et Action (nous l'avions mentionné plus haut).

Des difficultés ont été notées pour avoir les documents essentiels de base pour cette étude. Les documents étaient dispersés dans différents services au sein de la structure plus particulièrement à Tambacounda. A titre d'illustration, pendant tout notre séjour à Tambacounda, il nous a été difficile de savoir combien (sur le montant originaire d'environ 20 millions de FCFA) l'UNICEF avait effectivement versé à Aide et Action pour ce programme.

Dans ce même ordre d'idée, nous voudrions signaler, concernant les données chiffrées, que celles dont nous avons disposé ne sont pas très récentes. Paradoxalement, elles sont les dernières disponibles, par conséquent, les plus « récentes ». Ceci est dû à la lenteur de

l'exploitation des données. En effet, les statistiques et enquêtes ne sont accessibles qu'après de longs mois, voire une ou deux années, faute d'effectifs ou de moyens matériels pour faire le travail.

Nous avons donc dû nous résigner à travailler avec les données qui étaient disponibles.

Nous avons également rencontré de grosses difficultés pour recueillir des données statistiques au niveau des autorités locales, qu'il s'agisse des IDEN, PCR, etc.

Une contrainte de taille a été celle de la langue. A Tambacounda, le ouolof (langue que pratiquement la grande majorité des sénégalais parlent, qu'ils soient ressortissants de cette ethnie ou pas) n'est pas la langue la plus parlée. C'est une zone où le peuhl et le mandingue sont les langues les plus parlées. Ne parlant ni l'une ni l'autre langue, (même si le peuhl est ma langue maternelle) nous avons donc rencontré quelques difficultés, particulièrement lorsque l'on voulait nous entretenir avec des villageois qui ne parlaient que ces deux langues. Nous avons donc dû recourir aux services d'un « apprenti interprète », avec le risque que le message de l'interviewé soit travesti par le traducteur.

Une autre contrainte a été la méfiance de certains employés d'Aide et Action à notre égard et la rétention d'informations à laquelle nous avons parfois été victimes, pour les données chiffrées mais particulièrement pour avoir les données financières. A Aide et Action, parler d'argent c'était comme tabou. Nous n'avons pas pu obtenir de chiffres précis des montants dépensés au total pour la stratégie de communication. Les réponses à nos questions étaient récurrents : nous ne pouvons pas vous délivrer ces informations, ce sont des données confidentielles ! En tant que chercheurs, nous avions plus ou moins prévu cette éventualité mais il n'en demeure pas moins que certaines informations n'étaient disponibles qu'au sein d'Aide et Action et n'ont pas été accessibles. C'est une situation que l'on a déplorée.

Enfin, lors de certains entretiens collectifs, nous n'avons pas été capables de savoir exactement combien de personnes étaient présentes, les femmes se déplaçant sans cesse, au gré de tâches ménagères à aller effectuer. Nous n'avons pas pu, parfois les faire asseoir plus de quelques minutes ou certaines nous promettaient de venir mais à cause des tâches ménagères n'ont pas pu se libérer finalement.

Chapitre V

PRÉSENTATION ET INTERPRÉTATION DES DONNÉES

Ce chapitre que nous allons aborder est le fruit de l'exploitation des documents et des entretiens réalisés avec les acteurs du terrain. Cette partie est à la fois descriptive en ce qu'elle présente des faits, des situations ou des activités réalisées, mais aussi analytique, dans la mesure où elle interroge les résultats obtenus.

Partant de là, nous verrons dans quelle mesure nos hypothèses de départ se vérifient.

Les actions développées par Aide et Action depuis 2000 visaient à réduire le phénomène de non enregistrement des naissances dans la région de Tambacounda. L'état des lieux et l'analyse des résultats auxquels nous avons procédé ont permis de dégager quelques indicateurs d'impacts. Même si c'est en termes d'acquis que nous présentons les résultats, il importe de replacer le problème dans la perspective de la communication participative pour espérer une plus grande fiabilité et efficacité des stratégies.

5.1 Analyse des résultats sur la base des données qualitatives

Il se dégage des différents documents écrits que nous avons examinés, des documents sonores ou des entretiens que nous avons eus, que les actions de communication menées par Aide et Action peuvent être distinguées en 3 types principaux :

- la communication de masse
- la communication de groupe
- la communication interpersonnelle

Toutes ces actions d'information et de sensibilisation étaient destinées aux populations, afin de leur faire prendre conscience de leur rôle de populations cibles ou de leaders, et de les amener à reconsidérer la situation de non enregistrement des naissances.

5.1.1 La communication de masse

Il s'agit des activités qui ont nécessité l'utilisation de la télévision, de la radio ou de la presse écrite. A ce niveau, nous signalerons que seule la radio et la presse écrite ont considérablement travaillé à appuyer la campagne de communication menée par Aide et Action.

- **La radio**

Les reportages

Bien avant l'élaboration du projet qui a été soumis à l'Unicef, des actions avec les médias locaux avaient démarré. C'est ainsi que d'une part des descentes sur le terrain de journalistes ont été facilitées pour mieux leur faire comprendre la problématique. D'autre part, profitant de la tenue de la semaine de l'école de base tenue à Tambacounda le 26 Mai 2003, Aide et action avait organisé un point de presse dans ses locaux à Tambacounda avec la participation de presque tous les correspondants dans la région.

Il faut dire que cette action bien qu'étant ponctuelle et n'étant pas organisée dans les règles requises (pas de communiqué de presse, invitation par communication interpersonnelle,) a quand même donné des résultats assez satisfaisants. Et il nous semble d'ailleurs que c'est le

lieu de saluer l'engagement de la presse régionale puis nationale dans la réussite de cette communication sociale.

Sud fm³¹ aura été la station qui a le plus exploité les éléments de ce premier point de presse avec des rediffusions dans son journal parlé et des dossiers complets sur la problématique à des heures de grandes audiences. Suivi de radio telle que la 7 FM³², envi fm³³, la RTS³⁴, de Dunya fm³⁵ et de Walf fm³⁶ qui en ont largement fait écho.

Ce premier contact a évidemment facilité le travail pour la suite. En son temps, l'impact avait été amplifié car Tambacounda accueillait la semaine de l'école de base et était ciblée par l'actualité nationale.

Les émissions radio

Elles étaient inscrites dans le cadre du projet de Aide et Action cofinancé avec l'Unicef.

Sur le plan quantitatif, nous avons eu beaucoup de difficultés à savoir combien d'émissions radio ont été concrètement organisées malgré l'effort de recoupement que nous avons essayé de faire entre les réponses données par le responsable de la zone de Tambacounda et les stations de la RTS et de Dunya locales.

On a pu retenir qu'au moins 4 émissions auraient été organisées par Aide et Action dans le cadre de son projet d'information / sensibilisation. L'émission qui aurait commencé à être émise en langue officielle (français) a finit par être émise en langues locales à la demande d'auditeurs. Ce qui à notre avis constituait une évidence, puisse que les cibles étaient en grande partie des gens analphabètes..

³¹ Sud Fm est la première radio privé du Sénégal

³² 7 Fm est une radio privée

³³ Envi Fm est une radio communautaire

³⁴ RTS, c'est la Radio Télévision du Sénégal, la chaîne nationale de télévision

³⁵ Dunya fm est une radio privée

³⁶ Walf fm est une radio privée

En outre, Aide et Action aurait profité des émissions de sensibilisation sur le « Projet d'Ecole pour soulever les problèmes liés à l'état civil, étant donné que ce cadre permettait de discuter de tous les problèmes de l'école.

Les antennes décentralisées

Elles ont une valeur exceptionnelle dans des zones comme la région de Tambacounda. C'est justement consciente de ce poids communicationnel des antennes, que Aide et Action en a organisé presque à la fin de tous les forums.

De quoi s'agit-il exactement ?

Après la tenue des forums, des leaders représentants différents villages ou autres institutions sont sélectionnées et interrogés sur les enjeux de la problématique et sur leur engagement à la promotion de la déclaration des naissances. Ces émissions à la fin des forums sont retransmises en direct sur les ondes de la radio (ou des radios communautaires du coin) et dans les langues locales, souvent en direct.

Les antennes décentralisées étaient destinées au grand public. L'antenne régionale de la radio télévision Sénégalaise (RTS) était mise à contribution pour une série d'émissions dans le département de Tambacounda. Pour toucher le maximum de personnes, les antennes décentralisées ont été réalisées dans les trois langues (français, wolof et peuhl). Réalisées dans les localités de Ndorna et de Coumbacara, les antennes décentralisées constituent de véritables espaces d'échange avec la participation de personnes ressources comme les chefs de villages, les conseillers ruraux, les Présidents de Conseil Régional (PCR), les Directeurs conseillers, les Infirmiers Chef de Postes (ICP) et tous les acteurs concernés par la question.

• **Analyse**

La radio par essence connaît une limite : elle ne permet malheureusement pas la mise en valeur visuelle d'une situation.

Cependant, elle est un média d'accompagnement qui bénéficie toujours d'un très haut degré d'attention, et permet une forte mémorisation des messages. Dans le cas de cette campagne menée à Tambacounda, elle reste de loin le medium le mieux approprié.

Il est très important d'analyser les médias sous l'angle de l'oralité des populations.

A Tambacounda l'audience de la télévision est faible par rapport à celle de la radio. La majorité des habitants ont des radios et pas de télévision. Il est ressorti de nos enquêtes que les habitants, en écoutant leurs leaders s'exprimer sur des questions d'intérêts communs, s'approprient la question et se sentent plus impliqués d'où la pertinence de cette stratégie.

Pour l'essentiel des cibles que nous avons interrogées dans les sites de la recherche ou dans les villages environnants, ils ont suivi les émissions à la radio où les antennes décentralisées intervenaient sur la problématique de l'état civil. C'est par ce média, pour l'essentiel qu'ils ont été touchés.

Toutefois, le nombre d'émissions radio qui a été organisé pour conscientiser les populations sur cette question est loin d'être suffisant. Elles auraient dû être plus nombreuses et variées, avec rediffusions, pour avoir un meilleur impact, ceci en rapport avec la capacité d'absorption du public.

Malheureusement, la radio comme outil de communication sur l'état civil, n'a pas été suffisamment exploitée. En fait, elle a uniquement été utilisée pour diffuser des informations au plus grand nombre de personnes possibles et moins pour appuyer une stratégie qui aurait permis d'avoir le feed back des destinataires. La multiplication des émissions interactives aurait pu faciliter ce choix aussi bien à Tambacounda qu'à Kédougou. A travers des entretiens, débats et magazines, la radio aurait pu être utilisée pour faciliter le dialogue, l'expression des points de vue par les groupes cibles : les mères, les pères, les agents de l'état civil, les directeurs d'écoles, etc.

Aide et Action a également fait une erreur en n'utilisant pas assez le réseau des radios rurales fonctionnant dans la région et dans les villages les plus reculés du département. Dans ces radios, les programmes radiophoniques, dans la mesure où ils sont diffusés dans les langues locales, jouissent d'une grande crédibilité et d'un fort taux d'écoute.

De plus, les radios rurales ont un caractère participatif et interactif dans certaines zones où elles sont écoutées, notamment lors des marchés hebdomadaires, qui rassemblent une grande quantité de citoyens.

Malheureusement et en règle générale, les émissions interactives ont été peu nombreuses.

- **La presse écrite**

L'exploitation du Press-book sur l'enregistrement des naissances de mai 2003 à juin 2004 nous permet de dire que la presse écrite a joué un grand rôle, pas uniquement dans la campagne menée par Aide et Action, mais en fait dans celle qui était menée par toutes les ONG ou institutions telles que Unicef, Tostan, DGLFelo, Plan, etc.

Les expériences de ces organisations, ateliers, expérimentations ont été relayées par la presse écrite.

Ces articles, pour l'essentiel, constituaient un outil de plaidoyer fort en direction des décideurs comme en témoigne ces 4 passages que nous avons extrait :

- « ...seulement, il subsiste un hic : les détenteurs de carnet ne sont pas formés et le carnet n'est pas souvent disponible en nombre suffisant. Mais le véritable obstacle est la brièveté du délai dit normal. Personne à Tambacounda, à coup sûr, ne trouverait à redire si le code de la Famille est réformé sur ce point précis où l'on donne au déclarant 45 jours pour inscrire la naissance d'un enfant³⁷. »
- « l'état civil est malade de son système de fonctionnement malgré l'existence de textes régissant son application. Et cela pose des problèmes aux enfants surtout ceux scolarisés car, la non détention de cette pièce les empêche de jouir de leur citoyenneté³⁸. »
- « ... en effet relève t-on dans le document dont nous avons eu copie ; sur une moyenne de 12 élèves devant passer le concours d'entrée en sixième, seuls 60%ont pu effectivement

³⁷ Hamidou Sagna, journaliste au journal walfadjri titre : « 40 % des élèves laissés en rade faute de pièces d'extrait de naissances » Walfadjri du 22 mai 2003 titre

³⁸ Abdou Timera du Journal l'actuel Edition du vendredi 6 juin 2003

concourir. Le reste est condamné à abandonner faute de disposer d'un extrait d'acte de naissance; un indispensable dans la constitution du document du candidat ...»³⁹

- « Ils sont ce qu'il est convenu d'appeler les "inconnus de l'état civil ". Ils, ce sont ces enfants qui, pour n'avoir pas été déclarés à leur naissance au niveau des institutions municipales, se sont vu refuser le droit d'accès à une identité officielle »⁴⁰.

Ces écrits extraits de différents journaux de la presse écrite témoignent de la sensibilité qui se ressent dans la plume des journalistes. C'est en réalité des messages qui sont adressés à des décideurs pour qu'ils prennent leurs responsabilités.

A notre avis, il y a eu un paradoxe à ce niveau car le public cible, ce sont les villageois or la quasi-totalité ne sont pas instruits. Ceci montre que les objectifs exprimés par l'ONG et les objectifs que nous, chercheurs pouvons dégager, peuvent être très différentes.

• Analyse

Au delà de cet engagement dans la Communication sociale, la presse de manière générale a été un maillon très important dans la Communication institutionnelle de Aide et Action en renforçant sa notoriété et sa crédibilité dans ce domaine. En effet, le premier effet de cette campagne médiatique a favorisé les relations avec des institutions comme l'Unicef qui l'a invité à un atelier de presse sur l'état civil et à présenter son expérience. Plan l'a également invité à faire une communication sur l'état civil au cours d'un atelier de presse international organisé par son Bureau Régional en juin 2004.

Les retombées dans la presse écrite ont plus visé les institutionnels et ont été un outil important de plaidoyer envers les décideurs à un niveau institutionnel. Elles auront constitué

³⁹ Sadibou Marone, journaliste au journal Walfadjri, dans l'édition du 28 mai 2003

⁴⁰ Magnik Ngom, journaliste au journal Walfadjri, dans l'édition du 10 juin 2003

une contribution au plaidoyer de toute la société civile qui s'est mobilisée durant cette même période pour la promotion de l'enregistrement à l'état civil.

Ces moments ont été importants dans la communication de visibilité d'Aide et Action au Sénégal. En effet, un des responsable d'Aide et Action, sous le couvert de l'anonymat, nous a fait part de la concurrence qui existait entre les différentes ONG de la place et que dans le cadre des stratégies de communication, il pouvait arriver que la visibilité de l'ONG soit mise en avant au détriment des populations.

Cette campagne nous avait paru quelque peu choquante. Les affirmations de cet employé de l'ONG ont confirmé les doutes que nous avions. Si les destinataires de la stratégie de communication étaient les populations, alors la presse écrite n'était pas du tout adaptée pour atteindre la cible. Les sociétés africaines sont des sociétés où la civilisation de l'oralité est encore toujours ancrée. On se parle beaucoup et on transmet beaucoup par la parole. De plus, nous savons que dans les villages, il y a un très grand nombre d'analphabètes d'une part, et d'autre part ceux qui savent lire ont des préoccupations autres que d'acheter le journal. Faire passer ses messages via la presse écrite, de surcroît en français, a été une grande erreur de la part d'Aide et Action.

Dans le fond, le fait que la radio n'est pas été utilisée de façon plus efficiente montre tout simplement les limites d'Aide et Action dans la connaissance de la culture du pays et l'importance de l'oral (comme nous l'avons dit plus haut) dans la communication. De plus, au-delà du manque de professionnalisme que constitue le fait d'aller sur le terrain en n'ayant pas élaborée, au préalable, une stratégie bien définie, Aide et Action, démontre, qu'en proposant des émissions en français (dans un environnement de quasi analphabètes), qu'elle s'est complètement trompé de public cible dans cette campagne de communication.

Pour une ONG habituée à travailler à Afrique, c'est troublant !

Alors erreur, ou stratégie bien calculée, en vue de mieux asseoir sa visibilité ?

Il nous semble que la deuxième supposition est la bonne. La preuve est que dès le moment où Aide et Action a terminée « sa campagne » de lutte contre le non enregistrement des naissances, elle était de plus en plus citée dans la presse nationale et sous régionale (télévision et radios essentiellement) comme référence et modèle à suivre, et a ainsi pu bénéficier de beaucoup d'autres financements et appuis pour ses actions. Il était manifeste

qu'Aide et Action, à travers ce tapage médiatique, voulait se positionner comme « l'ONG » de référence.

De plus, la voix autorisée au sein d'Aide et Action, mais qui avait désiré garder l'anonymat pour des raisons que nous avons aisément comprises, nous l'avait confirmé !

Nous ne disposons à l'heure actuelle d'aucune preuve papier pour justifier nos allégations, mais il est évident que le but recherché par Aide et Action en terme de visibilité a été atteint.

Quelques indicateurs d'impact de la communication de masse

- Les émissions interactives avec la présence du Président du tribunal ont permis aux populations d'avoir des réponses aux questions qu'elles se posaient et par voie de conséquence d'être mieux informées sur l'état civil. (selon le Président du Tribunal de Tambacounda, toutes les 23 questions posées lors de ces émissions interactives ont trouvé des réponses).
- Grâce à leur implication dans le processus, les journalistes ont été suffisamment outillés pour traiter l'information sur le non enregistrement des naissances et se sont approprié le problème (5 journalistes formés).
- des femmes ont été informées du fait qu'elles aussi pouvaient faire enregistrer leurs enfants en l'absence de leurs époux ou du père de leurs enfants
- Aide et Action a vu sa notoriété renforcée avec la consolidation de nouveaux partenariats (3 nouveaux contrats de financements ont été signés avec des bailleurs de fonds)
- Un dynamisme fort a été suscité autour de cette question dans les zones visitées au niveau des groupes cibles.
- Les élus locaux se sont sentis davantage concernés et conscientisés (les Présidents de Communautés se sont dits satisfaits de leur implication dans le processus).

5.1.2 La communication de groupe

- La sensibilisation des équipes pédagogiques

La sensibilisation des équipes pédagogiques par le biais des comités de gestion des écoles qui sont des structures mises en place dans le cadre du Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF) a joué un rôle important dans l'implication des acteurs autour de l'école dans ce programme. Cette période ayant coïncidé avec la mise en oeuvre du Programme d'Amélioration de l'Offre Educative⁴¹, (PAOES), Aide et Action a profité des tournées de sensibilisation dans les écoles sur le projet d'école pour soulever des débats autour de la question avec les enseignants, les parents, les associations de femmes, etc ...

- Les forums

Dans le cadre des stratégies de mobilisation sociale, des rencontres de sensibilisation sur l'importance de l'état civil ont été organisées dans les chefs lieux des communautés rurales de Coumbacara et de Ndorna, à Tambacounda (les 12 et 15 février 2004), ensuite à Kédougou, dans les collectivités locales de Sintiane Coundara et de Sare ColySale.

Le choix des localités se justifie selon le premier rapport d'exécution du projet par l'acuité du problème dans ces zones et leur situation géographique caractérisée par l'enclavement. Les deux forums de Tambacounda ont vu la participation effective de 184 personnes.

Ont participé à ces rencontres le Président du Tribunal Départemental, le Président du Conseil Rural, le représentant de l'Inspecteur Départemental de l'Education Nationale, la

⁴¹ Ce programme s'inscrit dans le cadre d'un partenariat tripartite: rministère de l'éducation, Aide et Action et l'Agence Française de Développement. Il vise, à travers le projet d'école, une amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité des enseignements et une meilleure gestion du système éducatif

représentante du chef du service départemental de la Famille et de la Solidarité Nationale, les Chefs de village, les Parents d'élèves, les Enseignants et des Partenaires au développement,...

- **Les formations**

Elles ont été animées pour l'essentiel par les Présidents de tribunaux départementaux en leur qualité de facilitateurs.

Les chefs des villages de la Communauté rurale de Ouassadou (Kédougou) et ceux de Dialakoto (Tambacounda) ont suivi une session de formation en février 2004, sur l'inscription des naissances. Trente Six (36) participants dont le Président du Tribunal Départemental de Kédougou, l'Inspecteur Départemental de l'Education, les élus locaux, plusieurs autres personnes à Kédougou et 43 chefs de Village ont pris part à cette session à côté du Président du Conseil Rural (PCR), un de ses conseillers et celle du secrétaire du centre d'état civil.

L'objectif de cet atelier était de former les chefs de village qui doivent s'impliquer pleinement dans la lutte contre ce fléau et assurer ainsi une inversion significative de la tendance régressive affichée par la région de Tambacounda dans l'enregistrement des enfants à la naissance au Sénégal.

D'après les entretiens que nous avons eus, notamment avec les Présidents de Conseils Ruraux, les conseillers ou chefs de villages, ces rencontres ont été d'un grand apport dans la sensibilisation des acteurs.

- **Le théâtre / Sketchs**

La personnalisation de l'information constitue un moyen de sensibilisation très influent sur les comportements. Ainsi des sketchs ont été présentés par des élèves sur le sujet relatif à la non inscription de naissance. A Sinthiang Koundara et à Saré Cole Sale, les prestations des enfants sont restées ancrées dans les esprits des villageois d'après les cibles interrogées. Les scénarios mis en scène ont relevé la faute des parents et cela a porté ses fruits car dans l'assistance certains parents se sont senti fautifs. Ils ont regretté leurs actions et promis de réparer leurs fautes en régularisant leurs enfants non déclarés d'une part, et en déclarant dès la naissance leurs prochains.

- **Le cercle reflect**

Il est une application de l'approche REFLECT (Regenerated Freirian Literacy Empowerment Community Technics).

Elle a pour but de créer un espace libre de dialogue au niveau des villages, où les gens se retrouvent pour discuter des questions cruciales de leur vie au quotidien.

Dans cette optique, des facilitateurs locaux vont mettre en place des espaces de dialogue appelés « cercles reflect », dans certaines localités des zones d'intervention.

Les séances de reflect rassemblent donc l'ensemble des leaders dans un village et avec eux, une réflexion est ouverte sur la problématique. Dans un processus évolutif et participatif, les habitants comprennent mieux les enjeux autour du problème et préconisent tous ensemble des solutions autour de l'arbre à palabres, dans une classe, dans une cour,...

Ce cercle de Ouassadou est le 6^{ème} au Sénégal et a été mis en place par Aide et Action avec l'appui d'un facilitateur reflect dont la formation d'ailleurs a été initiée par Aide et Action en partenariat avec Action Aid.

Parmi les questions autour desquelles le facilitateur a travaillé avec les habitants de Ouassadou figure en bonne place le problème de la non inscription des naissances. Les outils tel que l'arbre à problèmes ont été utilisés pour sensibiliser les populations une vingtaine de villages de Ouassadou tels que: Dioulayel, Medina Coussan, Diatel, Sayero Kande, Sibidian, Kande Sare Kunda, BareKoba, Sare Niako, Sare Sory, Nianiaio, DembaKaly...

L'arbre à problèmes, dans un dialogue collectif, permet de répertorier les causes d'un problème, les conséquences et les solutions adoptées. Dans ces rassemblements prennent part des chefs de carrées, des femmes responsables de ménages, des femmes responsables de groupement.

- **Analyse**

A l'exception du théâtre, qui a une valeur forte en communication et des Cercles reflects parce que s'inscrivant dans le long terme et très participatif, les autres stratégies utilisées par Aide et Action bien que pertinentes ne garantissent toutefois pas une appropriation à long terme par les partenaires / acteurs. Dans le cadre du Programme d'Amélioration de l'Offre

Educative au Sénégal, la première information était forcément l'éducation, l'état civil faisait partie des informations secondaires.

Les tournées de sensibilisation dans le cadre du PAOES n'ont constitué qu'un prétexte, donc une opportunité exploitée! Le caractère ponctuel de cette stratégie laisse transparaître quelques inquiétudes quant à la pérennisation de l'action. Autant pour le PAOES des tournées spéciales auraient pu être tenues dans chaque école avec l'appui de structure tels que la SCOFI⁴². S'agissant des formations, elles ont permis de transmettre des informations et à l'exception des carnets des villages aucun autre outil n'a été mis à la disposition des participants tels que les chefs de village ou les PCR pour leur faciliter la démultiplication auprès des communautés de base. La confection d'outils de communication surtout visuels peut avoir des impacts salutaires en milieu rural. Ces besoins sont particulièrement ressortis lors des entretiens avec des PCR.

Par contre, nous avons noté qu'aucune stratégie n'a été élaborée afin que les autres ONG et intervenants dans la région portent le même combat au niveau local. Dans le cadre des entretiens que nous avons eu sur le terrain, sur 20 personnes interrogées sur ce qu'ils auront retenu des forums, 15 nous auront relaté les pièces de théâtre organisées pendant les forums et parfois dans les moindres détails. Aussi pensons nous que ce canal est très porteur pour garantir une appropriation par les communautés.

Nous avons eu cette même appréciation en ce qui concerne le cercle reflect de Ouassadou qui est un « engin autonome avec un moteur très participatif du début à la fin ». Comme le dit Guy Bessette : « le modèle comprend cinq étapes principales; d'abord, prendre conscience des différents aspects des problèmes de développement; s'organiser pour régir collectivement; comprendre les conflits animant les différents groupes d'intérêt; apprendre à fournir des

⁴² La SCOFI est le programme de l'Unicef au Sénégal pour la Scolarisation des filles (SCOFI)

solutions politiques de rechange a des situations problématiques ; enfin se donner les outils nécessaires à l'application des solutions issues de la communauté. ».

Le cercle reflect est la stratégie la plus soutenable en ce sens qu'elle est la seule stratégie, parmi celles utilisées, qui s'étale sur un long terme et qui fait participer de façon très ouverte les communautés à la base. Enfin, elle a un plan de suivi évaluation qui permet de suivre l'évolution dans les différents villages.

Il est évident que chaque stratégie peut être critiquée. Cependant, certaines peuvent permettre d'obtenir des résultats immédiats mais non pérennes, tandis que d'autres, de par la façon dont elles ont été exécutées, peuvent garantir des résultats dans le court, moyen, ou long terme avec plus de chance de pérennisation du thème de développement. Certaines des stratégies développées visaient plus des résultats dans l'immédiat que d'autres.

L'expérience du cercle reflect et ses résultats, qui se sont plus à prouver, devrait pouvoir influencer les autres stratégies mises en place. Par exemple, en augmentant sensiblement la variable participative en leur sein.

- **Quelques indicateurs d'impact de la communication de groupe**

→ La quasi totalité des écoles disposant aujourd'hui de comités de gestion de l'école dans le cadre de la mise en œuvre du PAOES ont été sensibilisées sur les enjeux de la déclaration des naissances ;

→ Les acteurs centraux (les Présidents de Conseils Ruraux, les représentants de l'Inspecteur Départemental de l'Education, les agents des services départementaux des ministères, les Chefs de village, les Parents d'élèves, les Enseignants et des Partenaires au développement,...) ont été formés et ont confirmé, leur engagement dans la promotion de l'enregistrement des naissances dans la région ;

→ L'utilisation du reflect a permis d'établir des diagnostics participatifs.

5.1.3 La communication interpersonnelle

- Le cahier de classe : l'enfant vecteur d'information

Pour contourner le problème d'enregistrement tardif des naissances, les enfants / élèves ont été impliqués dans le cadre d'une expérimentation des cahiers de classes. Les élèves vecteurs tiennent informés de la naissance d'un bébé dans leur quartier ou dans un village. Il décline, en quelque sorte l'identité de l'enfant (jour de naissance, nom et prénoms, identité des parents,...). Ces informations sont inscrites dans le cahier de classe détenu par l'enseignant et/ou le Directeur Responsable. Après vérification, ils sont transcrits dans le cahier village ou dans le registre d'état civil en présence des parents ou des chefs de Village.

- Analyse

Cette expérimentation est en cours dans dix écoles⁴³. Bien que l'esprit soit louable, il reste qu'elle ne saurait être une solution et reste soumise à des problèmes de communication entre différents acteurs. Nous avons visité deux écoles pilote, il s'agit notamment de l'école de Ndorna et de l'école Ousmane Senghor à Tambacounda.

Dans l'une des écoles la mise en œuvre ne s'est pas déroulée comme prévu.

A Ndorna, le Président du Conseil Rural s'est opposé à l'utilisation de ces cahiers d'école. En d'autres termes, les inscriptions de naissances dans les cahiers restent invalides à cause du refus de les transcrire dans les registres de l'état civil et ce malgré la détermination du Directeur d'école de Ndorna et des acteurs du Conseil rural.

⁴³ Aide et Action a voulu démarrer cette activité avec le plus petit nombre d'école possible. Elle espérait ainsi, au cas où l'activité aurait des résultats positifs, la démultiplier, et surtout se faire financer ! Elle n'a voulu prendre aucun risque.

A l'école Ousmane Senghor, le cahier n'a pu être mis à disposition, l'enseignant responsable étant absent. Il semblerait cependant qu'il soit bien tenu et joue le rôle attendu.

Dans tous les cas, il demeure que le Cahier de Classe n'est pas pour le moment un document administratif et n'a aucune valeur juridique. Nous nous sommes quand même posé certaines questions:

- Quels indicateurs de mesure pour cette expérimentation?
- La valeur 10 qui représente le nombre d'école test n'est t'elle pas trop réductrice (le cahier est expérimenté dans 10 écoles sur plus de 400 que compte Tambacounda)?
- Qu'est ce que Aide et Action attend-elle vraiment de cette expérimentation? Une reconnaissance officielle?
- Quels moyens de suivi - évaluation?

Cette expérimentation a été menée de commun accord avec l'autorité départementale qu'est le président du tribunal? Reste-t-il l'autorité la mieux placée pour faire adopter "en haut lieu" ce projet? D'abord dans le cadre de l'expérimentation ensuite en vue de l'acception par les autorités de cette proposition? Il nous semble là qu'il s'agit de préalables qui n'ont pas été approfondis !

Si les cahiers de classe n'ont pas eu l'effet escompté, c'est que certains directeurs ont tout simplement refusé de travailler avec. Nous vous avons parlé plus haut de l'importance des traditions dans notre pays. Cet ancrage dans les valeurs ancestrales reste très présent chez certains individus qui sont encore réfractaires à toute nouvelle initiative venue de l'extérieur, de l'Occident. Aide et Action n'a pas su bien communiquer avec les directeurs d'école pour leur *proposer* les cahiers de classe et prendre leurs avis en compte. On n'impose pas à des enfants d'inscrire le nom de leur petits frère ou sœur dans un cahier : cela ne se fait pas traditionnellement ! Les directeurs d'école ont estimé que des étrangers, qui ne sont pas au fait de leurs réalités et coutumes ont voulu leur imposer une initiative occidentale sans leur accord préalable. Cette initiative, pourtant intéressante a tout simplement été boycottée.

Nous avons dit plus haut que le nom de l'enfant n'était connu que le jour du baptême, car cela portait malheur de le dire avant. Parfois, même la mère de l'enfant ne connaît le nom de son bébé qu'en même temps que les autres, c'est-à-dire le septième après la naissance de l'enfant, le jour du baptême. Traditionnellement, c'est ce qui se fait. En tant que sénégalaises,

et malgré le fait que nous ayons vécu de longues années à l'extérieur, nous sommes tout de même surprises de voir de telles pratiques mises en application sans participation accrue des populations à l'élaboration de cette proposition de cahier de classe. Nous voyons donc ici toute l'importance de la communication participative, de la participation des populations dans leur propre processus de développement. Cette définition de la communication participative par Manon Hogue illustre bien ce que l'on aurait dû faire et qui n'a pas été fait. Elle dit que « la participation des populations se définit comme une participation décisionnelle. Concrètement, cela signifie que les populations sont associées au processus dès l'étape de définition des problèmes de développement et d'établissement des priorités. Elles doivent pouvoir participer activement à la recherche de solutions et surtout, elles doivent être partie prenante des décisions menant à la conception et à la mise en oeuvre des initiatives de développement » (Hogue 2004).

- **Quelques indicateurs d'impact de la communication interpersonnelle**

L'enfant est placé au coeur d'un processus devant aboutir à un changement de comportement. Les élèves ont su d'une certaine façon sensibiliser leur environnement proche à l'enregistrement des naissances de certains enfants de leurs quartiers ou villages. Nous n'avons malheureusement pas obtenu de données chiffrées comme indicateurs d'impact. Nous basons nos propos sur ce que nous retenons de nos différentes discussions avec les élèves et les enseignants.

Les supports / outils et messages véhiculés

Entre 2002 et 2004, ce sont des centaines de tee-shirt et quelques dizaines de banderoles qui ont été conçus notamment à l'occasion d'événements tels que la semaine de l'école de base et la journée de la coopération décentralisée qui se sont déroulées à Tambacounda en présence des autorités locales et centrales comme le Ministre de l'éducation. En plus de ces supports, les résultats de la recherche action ont été diffusés.

5.2 Analyse des résultats sur la base des données quantitatives

Il s'agit là d'échantillons obtenus à Kédougou en 2004 pour observer les évolutions de ces dernières années.

Tableau 5.1

Évolution de la déclaration des Naissances à Sinthiang Koundara de 2005 à 2006 dans la communauté rurale de Ouassadou

Année	Nombre d'enfants inscrits à la naissance	Nombre d'enfants inscrits par les audiences foraines
2005	325	418
2006	387	428 (février 2006)
Accroissement	19%	2% (12% annuel)

Source : le PCR de Ouassadou

D'après ces statistiques recueillies, une nette amélioration de la situation à Ouassadou est observée. En effet, si en décembre 2005 le nombre d'enfants déclarés à la naissance était de 325 inscrits et qu'en 2006 ce nombre est déjà à 387, cela pourrait dire qu'en fin d'année 2007, le chiffre de l'année 2006 pourrait doubler.

Naturellement, cette évolution a positivement été impactée par toutes les actions de communication qui ont été menées par l'ONG dans cette région. Il faut signaler qu'en plus du forum, de la formation des chefs de village, de l'existence d'un cercle reflect, Ouassadou a vu le grand rassemblement de la presse nationale et internationale organisé par l'Unicef et facilité par Aide et Action. Cette visite presse a vu la participation de la RTS, de Dunya FM, de sud Quotidien, le Matin, de TV5 entre autres. Le travail des journalistes a été d'un apport significatif dans la conscientisation des populations. Les journalistes étaient initialement venus acquérir de l'information et l'illustrer mais de façon implicite, ils l'ont retransmise à ces populations.

La formation de Ouassadou avait réuni une trentaine de Chefs de Villages sur les 74 que compte Ouassadou ; le travail complémentaire a été finalisé par le Facilitateur reflect en collaboration avec le Président de Conseil Rural dans le cadre des visites de Village d'où l'importance de ce cercle dans cette communauté.

Saré Sinthiang Koundara et Saré Coly Sallé

Tableau 5.2

Évolution de la déclaration des Naissances à Sinthiang Koundara de 2005 à 2006

Année	Nombre d'inscrits dans les registres de la CR
2005	422
2006	1069 (dont une majorité d'environ 700 par les audiences foraines)

Source: le Secrétaire Communautaire de Sare Sinthiang Koundara

NB: les transcriptions n'étaient pas encore terminées au moment de notre passage

Les chiffres passent de 422 en fin décembre 2003 à plus de 1000 en juin 2004.

Tableau 5.3

Évolution des déclarations des naissances à Sare Coly Sale de 2005 à 2006

Année	Nombre d'enfants inscrits à la naissance	Nombre d'enfants inscrits par les audiences foraines
2005	436	361
2006	900	S/D
Accroissement	106 %	S/D

Source : le Secrétaire Communautaire de Sare Coly Sale

NB: les transcriptions n'étaient pas encore terminées au moment de notre passage

A ce niveau, nous avons eu d'énormes difficultés pour recueillir les chiffres et ceux que nous avons obtenus n'ont pas pu être représentés suivant le modèle de cadre : inscrits à la naissance/inscrit via les audiences foraines. Toutefois les chiffres obtenus sont très révélateurs par rapport à notre objet de recherche.

D'après les statistiques recueillies au niveau du poste de santé de Sinthiang Koundara par exemple, en 2005 le nombre de naissances enregistrés dans le registre de maternité de la Communauté rurale y compris le rapport de zone s'élevait à 52 naissances; le nombre de naissances enregistré était de 12 en fin 2006. Même en sachant que bon nombre des populations préfèrent accoucher chez elles plutôt que dans les maternités⁴⁴; il reste quasi impossible que le nombre de naissances dans toute la communauté rurale ait dépassé 700 enfants et ceci nous a été confirmé par les secrétaires communautaires qui étaient encore entrain de transcrire dans les registres les nouveaux inscrits par les audiences foraines.

NB: la moyenne des naissances par an dans la communauté rurale est d'environ 459 naissances par an.

En ce sens ce qui aura retenu notre attention, c'est que dans ces deux Communautés rurales, c'est la tenue des audiences foraines qui a plus permis l'évolution des statistiques que les inscriptions dès la naissance. La stratégie de Aide et Action a quand même eu un impact sur les populations et aura donné à beaucoup de personnes la chance de se « rattraper ».

Description d'une situation :

- une salle remplie de personnes voulant se faire transcrire sur les registres. Elles sont accompagnées de leurs témoins. La procédure est très simple. le président du tribunal appelle le concerné et le fait jurer qu'il dit la vérité et ensuite appelle les témoins pour que ces derniers certifient la véracité des propos du concerné.

⁴⁴ Les maternités sont souvent éloignées et les frais d'hôpital souvent trop onéreux pour ces femmes qui n'ont malheureusement guère les moyens financiers d'y d'accoucher. Parfois c'est le contrainte : Les centres de santé sont tellement dépourvus de matériel et de personnel que les femmes n'osent y accoucher, ayant peur des conditions sanitaires. Résultat : Elles restent à la maison avec tous les risques que cela comporte pour la maman et le bébé et se débrouillent tant bien que mal avec la médecine traditionnelle et les guérisseuses locales. Ici, accoucher à la maison, n'est guère une mode ou un choix délibéré comme dans les pays développés. C'est une fatalité pour beaucoup !

Le succès des audiences foraines ne doit pas cacher leurs limites et leur caractère

aléatoire: L'audience foraine est une procédure exceptionnelle qui permet d'avoir un acte de naissance. Et d'après ce que nous avons observé pendant notre enquête terrain, n'importe qui peut accéder à l'état civil, que cette personne soit sénégalaise ou pas; n'importe qui peut naître et renaître sans être inquiété. Plusieurs audiences foraines ont été tenues à Tambacounda entre 2003 et 2004 et beaucoup de personnes ont pu être transcrites dans les registres avec des risques de fraude assez élevés vu les conditions dans lesquelles se déroule une audience foraine et le peu de marge de manoeuvre des juridictions.

Dans le journal Walf Fadji du Vendredi 11 juin 2004, dans un dossier intitulé, « Enregistrement des naissances / Dans l'Univers des enfants fantômes », l'auteur sous-titre « Fraude sur la citoyenneté, à Tambacounda, des sénégalais de fraîche date » et écrit « à côté des déclarations multiples, des faux témoignages, une nouvelle forme de fraude est née à Tambacounda, du fait de sa situation géographique. (...)En effet, fraîchement débarqués de leurs pays d'origine, des gambiens, guinéens et des bissau guinéens profitent de la tenue d'audiences foraines pour se faire inscrire sur les registres d'état civil...et acquérir, en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, le statut de citoyen Sénégalais ».

A notre sens ce scénario est très léger car rien ne prouve à part des témoins que cette personne est née à tel endroit, un tel jour d'une telle année. Sans douter de l'intégrité des Chefs de villages ou des autorités chargées de remplir et de valider les requêtes à la base, il nous semble que les risques sont assez élevés.

D'autre part, ce sont des effets néfastes qu'un surplus d'enregistrés pourrait avoir sur les prévisions, programmes, statistiques en matière de développement. Ces situations freinent l'efficacité des stratégies de communication. Pourtant des pénalités sont réservées aux faussaires : ils s'exposent à des peines d'emprisonnement pouvant aller de 2 ans et 3 mois, à 5 ans voire 10 ans, selon l'article 138 du code pénal. Mais le problème majeur est que le juge ne dispose sur place d'aucun moyen pour vérifier la véracité des dires. Les certificats de non inscriptions sont délivrés presque partout à main levée par le conseil rural ou le Maire après avoir fait les recherches. Mais est-ce toujours le cas ? Et comme nous l'a affirmé un juge, à leur niveau il leur est quasi impossible de distinguer un peul de la Guinée par exemple d'un peul du Sénégal. Et tous pensent d'ailleurs que les audiences foraines bien que très utiles, sont loin de constituer la meilleure des solutions.

Tableau 5.4

Évolution du nombre de candidats au CFEE⁴⁵ sans pièces d'état civil de 2001 à 2005 dans l'IDEN de Kédougou

Année	Total Candidats	Accroissement annuel du nombre de candidats	Nombre de candidats sans pièces d'état civil	Accroissement annuel du nombre de candidats sans CIN
2001	1547		327	
2002	2345	51%	326	-0.03%
2003	2836	21%	349	7%
2004	3010	6%	900	15,8%
2005	3171	5%	487	-46%

Source IDEN de Kédougou

Le nombre de candidat au CFEE entre 2001 et 2005 a quasiment doublé : de 1547, il est passé à peu plus de 3000. Dans le même temps le nombre de candidat sans pièce d'état civil tourne autour d'une moyenne de 300 avec une perturbation forte en 2004 paradoxalement où on a un nombre de 900 candidats sans pièce d'état civil. En 2005, ce pourcentage enregistre une grande baisse. Ceci est étroitement lié à la campagne de sensibilisation dans cette région avec une implication très forte et très remarquée de l'inspecteur départemental de Kédougou et la tenue des audiences foraines. On pourrait avancer l'hypothèse qui nous conduirait à dire qu'avant la campagne médiatique de 2004 tous les candidats non détenteurs n'étaient pas enregistrés car on n'en voyait pas l'utilité. Pourtant malgré tous ces efforts entrepris,

⁴⁵ CFEE : Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires

en juin 2005, 15% des enfants couraient encore le risque de ne pas être en mesure de passer leurs examens (par ailleurs, beaucoup des requêtes avaient déjà été déposées dans ce sens)

Tableau 5.5

Pourcentage de candidats sans pièce d'état civil à Kédougou

Année	Pourcentage de Candidat sans pièce d'état civil
2001	21.13"
2002	13.90%
2003	12.30%
2004	29.9%
2005	15.35%

Source IDEN de Kédougou

Le grand problème que posent les audiences foraines réside également dans les écoles où les « *renaissances* » sont plus que manifestes. Les enfants trop âgés qui arrivent en classe de CM2 sont obligés de faire un jugement (on diminue leur âge sur leur pièce d'état civil) pour qu'ils puissent passer leur examen, d'où le mot « *renaissance* ». Cette situation contribue largement à relever le TBS⁴⁶ de certaines circonscriptions scolaires et entraîne une rétention des enfants dans le système au delà de la période requise. Ce qui constitue une perte énorme de ressources et empêche aux enfants en âge d'aller à l'école d'être alphabétisés, faute de places.

⁴⁶ TBS : Taux Brut de Scolarité

Tableau 5.6
Nombre d'inscrits dans les registres à la Mairie de Kédougou

Année	Nombre d'inscrits dans les registres
2001	3044
2002	907
2003	1547
2004	1573
2005	1632

Source IDEN de Kédougou

Nous noterons aussi bien en 2001 qu'en 2005, deux audiences foraines ont été tenues à Kédougou, ce qui a beaucoup influé sur les statistiques obtenues. Nous n'avons malheureusement pas suffisamment d'éléments pour commenter ce grand écart entre 2001 et les années qui suivent même s'il faut noter la tendance est très stable sur les 3 dernières années. Nous n'avons pas non plus obtenu plus d'éléments, notamment des chiffres en ce qui concerne les années avant 2001. En effet, il aurait été intéressant de savoir quelle était la situation avant 2001.

5.3 Analyse des forces et faiblesses de la stratégie

Aide Action, dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie pour la promotion de l'enregistrement des naissances à Tambacounda bénéficie de deux atouts majeurs de base, qui auront été des éléments importants dans le succès de sa stratégie au vu des résultats obtenus actuellement :

- une bonne adhésion des cibles clés et acteurs locaux
- un bon réseau de partenariats (les membres de la société civile notamment)

Cependant, il y a eu beaucoup plus de faiblesses qui ont constitué des limites et qui peuvent être sources de risque pour la pérennisation de certains acquis, nous citerons :

- une mauvaise connaissance du milieu (aspects géographiques, linguistiques, économiques, éducatifs,)
- une connaissance biaisée des différents canaux de communication du milieu : les leaders d'opinion, les associations, les médias pouvant être utilisés dans le milieu
- un taux d'analphabétisme assez important dans la région de Tambacounda
- l'approche genre n'a pas été privilégiée. Pourtant lors de nos entretiens, il est ressorti que beaucoup de femmes pensent que le devoir de déclarer leur enfant revient au mari. Elles préfèrent leur laisser l'honneur de le faire même si elles sont informées sur leurs droits et devoirs
- le manque de diagnostic approfondi pour avoir une situation de départ exhaustive (manque d'indicateurs de mesures prédéfinies à l'avance et d'outils, de calendrier de suivi et d'évaluation des stratégies)
- les moyens notamment financiers alloués restent limités et une grande partie est attendue du bailleur (contrainte des procédures dans le cadre des financements institutionnels, partenariat ponctuel)
- Peu d'outils visuels ont été mis à disposition des acteurs pour faciliter la démultiplication de la sensibilisation
- Les actions ont été centralisées dans les chefs lieux de communautés rurales alors que les problèmes sont plus cruciaux dans les villages
- La prise en charge de la problématique de l'enregistrement des naissances n'est pas inscrite dans la durée. (Vision et stratégies à moyen et long terme)
- Beaucoup d'ONG d'appui au développement co-existent à Tambacounda, mais à notre avis peu d'entre elles se sont impliquées dans cette lutte en coordination avec Aide et Action. C'est là l'aberration des ONG qui sont la plupart du temps en concurrence au lieu de travailler en synergie, chacun voulant tirer la couverture sur soi (malheureusement, au détriment des populations).
- L'aspect pérennisation des activités n'a pas suffisamment été pris en compte au delà du projet en cours

Enfin et surtout, le grand problème est les populations locales ne sont pas intégrées comme il se doit dans les élaborations des stratégies de communication par Aide et Action. Une chose

est sûre, si Aide et Action ne change pas son approche, elle n'ira pas bien loin d'où l'importance de la participation des populations dans l'élaboration des stratégies qui leur sont destinées. On voit donc toute l'importance d'un développement endogène, entièrement pris en charge par les africains eux-mêmes.

Chapitre VI

RECOMMANDATIONS

CRÉER LE RÉFLEXE DE LA DÉCLARATION À LA NAISSANCE

A notre avis, Aide et Action, l'Unicef et l'état, gagneront la bataille quand ils obtiendront des populations qu'elles aient le réflexe d'aller enregistrer leurs enfants dans les délais requis sans attendre une campagne d'audiences foraines, ou entendre spontanément, un leader ou une organisation en parler à la radio ou dans une réunion. Pour cela, il faudrait que la stratégie de communication à mettre en place se fasse dans une perspective de pérennité, en inscrivant dans la durabilité afin de consolider les acquis et ancrer ce réflexe de déclaration des naissances une fois pour toute dans les mentalités.

C'est un travail de longue haleine pour arriver à de tels résultats si l'on sait qu'il y a tout un environnement à prendre en compte, des réalités locales qui ne sont pas toujours évidentes et surtout un problème qui n'est pas seulement d'ordre communicationnel.

Sur la base de nos entretiens et des analyses, nous proposons une stratégie de renforcement qui nous espérons pourra être utile à l'organisation pour une amélioration de son programme de promotion des déclarations de naissances dans la région de Tambacounda d'une façon particulière et de façon générale à son intervention en matière de communication pour le développement. Il est clair que Aide et Action pour obtenir les résultats escomptés ne peut se baser sur un plan à court terme.

Ce plan devra durer au moins 3 ans. Et les résultats devront être appréhendés avec l'évolution des « générations contemporaines ». D'emblée, nous ferons remarquer que cette stratégie n'écarte pas d'autres déjà proposées dans le programme d'Aide et Action pour la promotion de l'état civil. En effet, en fonction de leur pertinence, certaines d'entre elles seront reprises.

Le renforcement de la stratégie de communication en faveur de la déclaration s'articule autour de 4 axes clés :

1. Un axe consacré aux instruments de communication

- La multiplication des cercles reflect comme outils de communication dans la promotion de la déclaration des naissances
- La conception de nouveaux supports de communication dans le cadre d'un programme d'IEC⁴⁷ systématisé dans un plan d'action, en direction des populations et ceci, de façon très ciblée

2. Un axe consacré à la redéfinition d'une nouvelle politique avec l'extérieur

- Le renforcement du tissu partenarial (les médias locaux, les ONG, les associations)
- L'élaboration d'une stratégie de plaidoyer en direction de l'UNICEF, DGL Felo et Plan pour la contribution au financement du plan d'action

3. Un axe consacré au suivi

- La valorisation et la diffusion des expériences
- La mise en place d'un système de suivi évaluation

4. Un axe consacré aux ressources matérielles et financières

⁴⁷ IEC : Information, Education, Communication

6.1 Les instruments de communication

6.1.1 La multiplication des cercles reflect comme stratégie de communication dans la promotion de la déclaration des naissances

Les résultats fort concluant obtenus dans le Ouassadou sont des expériences qui doivent être démultipliées dans les « zones à problèmes » dans lesquelles intervient Aide et Action. Les résultats obtenus par le facilitateur reflect de Ouassadou démontre aujourd'hui qu'au-delà d'une approche d'alphabétisation, la méthode reflect participe à la lutte contre la pauvreté, il est à la fois une méthode d'apprentissage et également adapté pour un changement social.

Reflect est rarement un processus court ou ponctuel. Un groupe typique se réunit pendant une période de 2 ans, certains groupes peuvent continuer indéfiniment. D'habitude, les participants se réunissent de trois à six fois par semaine et rarement moins d'une fois. Une séance typique dure au minimum deux heures. Cette intensité de contact continu constitue l'un des éléments fondamentaux d'un processus qui aspire à réaliser de sérieux changements sociaux ou politiques. L'implantation de cercles reflect dans d'autres communes ou communautés rurales pourrait concourir à réduire le problème en même temps d'autres d'ailleurs. Il serait en même temps utile pour le Programme de réfléchir, sur les modes de prise en charge de ces facilitateurs (motos, bicyclettes,) pour leur faciliter le déplacements et la communication.

6.1.2 La conception de nouveaux supports de communication dans le cadre d'un programme d'IEC systématisé dans un plan d'action en direction des populations

Le principe à ce niveau, c'est d'agir par la Communication ciblée. Nous estimons que Aide et Action en collaboration avec l'Unicef, dans la première phase de son intervention a suffisamment sensibilisé les autorités locales et les leaders.

L'accent devra être mis dans le cadre d'une seconde intervention sur les publics à l'aide de la segmentation. Nous allons distinguer :

- Une Communication pour les élèves de CE2, CM1 et CM2 : cible 1

- Une Communication à l'intention des mères d'élèves : cible 2
- Une Communication à l'intention des pères d'élèves : cible 3
- Une communication à l'intention des chefs de village et des imams : cible 4
- Les femmes enceintes : cible 5
- Une communication pour la Masse (toutes composantes confondues)

Il est important que dans ce processus, les enseignants, les CEDEPSCOFI⁴⁸, les comités locaux pour l'éducation, les agents de l'état civil, les associations de mères d'élèves, les chefs de villages, les PCR et autres leaders ou groupes leaders soient suffisamment sensibilisés et impliqués. Il faut dire également que le fait de les impliquer constitue une façon de les motiver et de leur faire porter le discours partout où ils sont actifs !

Les outils seront confectionnés en fonction des cibles et des objectifs de communication visés à ce niveau. Au-delà des outils, il est important de prévoir l'aspect participation des populations qui demeure très important. Cette participation a également un coût qu'il faudra prendre en compte pour assurer la pérennité des supports.

- **Outils pour les Chefs de Village, Population à la base et les Présidents de Communauté Rurale**

- de outils visuels tels les livrets illustrés qui retracent le processus d'enregistrement des naissances, plastifiés, ou des **boîtes à images** doivent être mis à disposition, dans chaque village, auprès des chefs de villages ou au niveau des Présidents de Communautés Rurales. Recommandation doit leur être faite d'organiser au moins tous les quatre mois des rencontres de sensibilisation sur la déclaration des naissances. Ces outils seront utilisés par les chefs de village, les Présidents de Communautés Rurales ou les secrétaires (assistants

⁴⁸ CEDEPSCOFI : Comité Départemental pour la Scolarisation des Filles

communautaires) dans le cadre de rencontres planifiées pour sensibiliser sur les comportements à adopter à la naissance de son enfant.

- **Approche genre:** Des rencontres spéciales pourront regrouper les femmes des villages et être animées par des femmes (mères d'élèves, CEDEPSCOFI, ...) pour les sensibiliser sur le fait notamment qu'elles peuvent elles aussi faire enregistrer leurs enfants. Des films audiovisuels en langues locales pourront être pensés, avec des témoignages de femmes ou d'enfants, pour être projetées lors de ces séances interactives, parfois dans des marchés hebdomadaires. Elles capteront suffisamment l'attention, car elles seront une innovation dans certaines zones de Tambacounda.

- **L'organisation de rencontres de sensibilisation à l'intention notamment des élèves de CM1, CM2 et CE2,** (tranche d'élèves proches de la classe d'examen mais aussi des élèves assez grands, assez âgés pour relayer l'information dans leur famille).

Penser à confectionner des cahiers dont les pages de couverture sont illustrés de thèmes relatifs à l'enregistrement des naissances, avec des messages forts. Cette stratégie renforce celle déjà mise en place par Aide et Action dans le cadre des cahiers de classe, enfant vecteur d'information. Dans ce cadre, l'éducation civique dans les écoles pourrait être un facteur déterminant pour renforcer le rôle de l'enfant comme vecteur d'information. En effet, le manque d'information et de sensibilisation sur l'importance de l'état civil et le non respect du droit de l'enfant constitue sans nul doute l'équation à résoudre pour venir à bout du problème de l'état civil au Sénégal.

- Au delà des questions de scolarisation, Aide et Action doit intégrer dans sa stratégie globale la prise en compte des droits des enfants dans toute les dimensions de son intervention. Cette approche aura l'avantage de considérer l'éducation dans sa problématique globale prenant en charge toutes les questions liées à l'épanouissement des enfants.

- **Les Affiches dans les hôpitaux, cases de santé et chez les matrones :** Du fait du poids des croyances sociologiques quand une femme est enceinte, l'approche devra être très réfléchie. Ces supports visuels devront être bien pensés et leur illustration ou photographie très parlante afin d'être compréhensible par les analphabètes.

- **Les panneaux grand formats** : C'est le type d'outil qu'on peut juger invraisemblable pour quelqu'un qui connaît Tambacounda, mais qui est tout à fait faisable et pouvant garantir des résultats notamment pour créer le réflexe de la déclaration de son enfant. Tambacounda est parsemé de zones enclavées. Et dans des situations d'analphabétisme, l'imagerie visuelle est très développée chez les populations. Ces panneaux constitueront un rappel permanent pour les passants.

- **Le Théâtre** intéressant justement pour les illettrés est un canal efficace dans des sociétés d'oralité, il permet de faire passer durablement des messages (les villageois en sont friands) Dans certaines zones enclavées, ces panneaux rappellent aux populations l'importance d'aller déclarer leur enfant. Le contenu doit être suffisamment simple pour permettre à tous de comprendre avec une écriture à la fois dans les langues nationales et en français. Cette stratégie complète l'action de la plaquette explicative sur les modalités d'inscription des naissances déjà prévues dans le projet de Aide et Action et non encore réalisées. Selon Aide et Action, cette plaquette se veut un dépliant, support didactique destiné au grand public qui poursuit un double objectif d'informer/sensibiliser mais aussi de former.

En raison de l'importance du public analphabète la plaquette sera traduite en langues nationales et sera agrémentée d'images dans le but de faciliter son appropriation. La plaquette sera traduite en langues nationales pour les locaux alphabétisés, et en images pour les autres (les analphabètes).

Diverses questions y seront traitées :

- Qu'est-ce qu'une déclaration de naissance ?
- Pourquoi devons-nous enregistrer les naissances ?
- Comment devons-nous enregistrer la naissance des enfants?
- Que faire après le dépassement du délai légal?

6.2

Redéfinition d'une nouvelle politique avec l'extérieur

6.2.1 Le renforcement des partenariats (médias locaux, ONG, associations, à la base)

- **Les médias**

Il faut renforcer et structurer l'intervention des journalistes qui, dans le contexte de Tambacounda, jouent un rôle particulièrement impressionnant. Ils sont à la fois « informateur » mais en même temps participent à la conscientisation des populations. Un plan média suffisamment lisible doit être partagé avec et entre les médias, Aide et Action et certains acteurs impliqués dans les processus (Président du tribunal, CEDEPSCOFI). Dans le cadre de ce plan notamment, il faudra privilégier l'approche genre mais également partir d'une communication ciblée qui verra par exemple des émissions avec la participation des enfants, des émissions animées par des femmes, des émissions qui verraient la participation uniquement des enseignants.

Par exemple des émissions pourront voir la participation d'enseignants qui développent la sensibilisation dans leur classe ou auprès des parents. Dans tous les cas, il est utile qu'un plan soit élaboré au départ avec des indicateurs de réalisation et aussi de changement (même si il faut préciser que c'est plus la combinaison d'actions bien articulées dans une stratégie et déroulée dans le temps qui peut conduire à des résultats). Enfin, la signature de protocole d'accord pourrait permettre de minimiser des coûts et de responsabiliser les parties.

- **Les ONG et Associations à la base**

Beaucoup d'ONG interviennent dans le domaine du développement. La synergie d'intervention permettra à chaque partie de prendre un aspect de la stratégie et de la dérouler dans son domaine d'intervention ou dans sa zone d'intervention. Ce travail nécessite un préalable qui est un état des lieux exhaustif des structures locales, nationales représentées dans la zone et avec qui Aide et Action pourrait faire équipe.

6.2.2 Élaboration d'une stratégie de plaidoyer en direction des décideurs en partenariat avec l'UNICEF, DGL Felo et PLAN pour la contribution au financement du plan d'action

Le plaidoyer de Aide et Action devra aider à ce que les programmes pour l'enregistrement des naissances soient adoptés, financés, exécutés et maintenus grâce au soutien du public, des autorités et de certains bailleurs dans la région de Tambacounda. Un groupe d'organisations non gouvernementales (ONG) peut collaborer pour proposer des changements aux politiques nationales affectant la bonne marche de l'état civil et de la déclaration des naissances plus particulièrement. L'engagement de ces organisations devrait pouvoir se matérialiser à travers une coalition d'organisation où les actions sont complémentaires.

Par exemple: DGL Felo a travaillé sur un projet de modification de textes juridiques pour faciliter les procédures de l'état civil, Plan Sénégal finance directement des programmes au niveau du ministère de la Famille et Aide et Action quant à elle a un dispositif institutionnel sur le terrain qui lui permette d'avoir des résultats à la base. Le projet de « Plaidoyer » qui va être partagé au niveau de ces différents acteurs devra prendre en compte la spécificité du mode d'intervention de chacune de ces organisations tout en sachant que dans le fond l'intérêt est partagé.

6.3 Le suivi

6.3.1 La valorisation et la diffusion des expériences

La conception d'un document sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques (CA.P) des communautés en matière d'état civil a été proposé dans le cadre du projet Aide et Action sur l'état civil. Ce document, axé sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques des acteurs, se veut une capitalisation qui devra refléter l'ampleur du phénomène : ses causes, ses conséquences et les antidotes au mal déclinés par les différents acteurs. Document de sensibilisation et d'influence, il devra constituer un matériau dans lequel pourront puiser décideurs politiques, journalistes et autres acteurs au développement, et permettre à

l'association de répondre présent face aux échéances prochaines sur la problématique et renforcer son statut de spécialiste des questions relatives à l'éducation et à l'enfant.

6.3.2 La mise en place d'un système de suivi -évaluation

Il est difficile d'accorder de la valeur à une stratégie quand elle n'est pas évaluée. Pour faciliter ce cadre, il faudra forcément documenter des situations de références fiables qui pourront commenter des évolutions. L'impact des actions notamment de communication entreprises par Aide et Action à Tambacounda se liront peut-être dans les chiffres d'ici quelques années. Le programme a démarré en 2002 de façon assez timide et a été renforcé par l'obtention d'un financement de l'Unicef, mais quand est ce qu'il prendra fin? Aucune indication n'a été donnée à ce niveau. S'agit-il juste d'un partenariat ponctuel ?

Il est important dans le cadre d'un projet de se fixer des échéances au risque après évaluation de les revisiter et par la même occasion de revoir les objectifs visés dans le cadre de ce projet. Revoir les objectifs permettra sans doute de procéder à une analyse globale qui devra de façon plus claire et peut être plus pertinente dégager un positionnement plus défini de Aide et Action par rapport à cette question.

6.4 Ressources matérielles et financières

6.4.1 L'équipement en ordinateurs des centres d'état civil

L'amélioration du parc informatique en zone rurale pourrait constituer un début de solution qui permettrait non seulement de faciliter le classement des archives d'état civil mais aussi leur conservation. En outre, elle pourrait pallier la lenteur dans le service.

À l'ère des nouvelles technologies de la communication et compte tenu de l'importance de l'état civil dans la vie d'une nation, l'informatisation de ces centres devient de plus en plus cruciale. Il s'agit là, d'un travail qui incombe au premier chef de l'État mais devrait aussi être appuyé par les partenaires au développement intervenant dans la région dont Aide et Action.

Il reste clair que la prise en charge de cette recommandation sous entend la formation en informatique des ayant droits, l'existence de conditions préalables (électrification, salles sécurisées, etc.)

6.4.2 Les ressources financières

Les ressources financières qui devront être dégagées pour cette campagne devront être conséquentes.

En effet, équiper les centres d'état civil et former en informatique le personnel qui va se servir de ces machines a un coût..

De plus, assurer la gratuité ou subventionner les frais relatifs à la déclaration des naissances peut être très onéreux.

Cependant l'axe qui va nécessiter le plus de ressources est celui du plaidoyer et de la communication, à travers le marketing, les émissions radiophoniques, la création de supports audiovisuels.

Il est très important pour que cette stratégie porte ses fruits que l'ensemble des ressources disponibles soit consacrées à l'action sur le terrain et non pas dans les frais de fonctionnement.

CONCLUSION

A la lumière des résultats de notre enquête, des entretiens que nous avons réalisés et la recherche documentaire, nous avons remarqué que l'action de Aide et Action dans cette région est très appréciée des différents partenaires, qu'il s'agisse des acteurs eux même ou des partenaires de l'ONG.

Les actions de communication développées en terme mobilisation sociale, de sensibilisation, d'information et de formation ont, à coup sûr eu, un impact réel sur les comportements des populations.

L'approche de Aide et Action en communication pour le développement est une approche qui est pertinente. Les enquêtes de terrain menées en coordination avec des équipes d'animation ont confirmé l'impact des activités qu'elle a menées pour promouvoir l'enregistrement des naissances notamment dans les endroits que nous avons visités et dans lesquels les activités de masse se sont déroulées.

La presse a joué un rôle prépondérant dans la campagne d'information et de sensibilisation des populations sur la non inscription des naissances ainsi que tous les acteurs notamment les inspecteurs départementaux, les présidents de tribunaux et les conseils ruraux.

Cependant, au cours de nos recherches, nous avons relevé des facteurs endogènes ou exogènes qui peuvent constituer des facteurs de blocage au processus établi. Ils ne sont pas forcément d'ordre communicationnels; mais peuvent rendre inopérant une stratégie de communication parce que dépendant des réalités du milieu.

Il s'agit entre autres de :

Pour les facteurs exogènes

- « Abus » de pouvoir de certaines autorités locales qui refusent de transcrire dans les registres sans avoir perçu la taxe de 200F CFA
- Déficit de communication entre certaines institutions: Mairie et Tribunal de Tambacounda par exemple
- Manque de fiabilité des audiences foraines
- Quelques abus de confiance dans l'administration. De l'avis de certains responsables, il arrive assez souvent que la taxe fixée par le Ministère de l'intérieur ne soit pas celle

réellement appliquée à la base. Plus on descend de niveau (régional, départemental, local...) plus la taxe augmente.

- Manque de formation, de « conscientisation insuffisante » de certaines autorités, comme en témoignent les comportements observés à Ndorna dans le cadre de l'expérimentation du cahier de classe.
- Manque de coordination et de collaboration entre les différents acteurs notamment des ONG dans cette région.
- Absence d'équipement et de personnel adéquat des centres d'état civil (manque fréquents d'imprimés d'acte de naissance, perte des registres d'enregistrement, personnel mal payé, chefs de village analphabètes)

S'agissant des facteurs endogènes

- Les actions menées bien que pertinentes n'ont certainement pas fait l'objet d'une analyse globale qui, à notre sens, aurait dû prendre en charge trois dimensions importantes :
- l'articulation entre la stratégie d'intervention de Aide et Action
- l'impact de cette problématique sur l'atteinte des objectifs de Aide et Action (la réalisation de sa vision)
- les moyens à mettre en oeuvre, notamment financiers pour arriver à réduire significativement ce problème. A notre avis, si cette analyse avait été faite beaucoup plus de moyens financiers, humains et matériel auraient été mis à profit dans le cadre de ce projet (soit sur fonds propres Aide et Action ou sur d'autres bailleurs potentiels en plus de l'Unicef)
- La vitesse d'exécution qu'avaient pris les actions entreprises dans le cadre de cette campagne depuis quelques moments semble être au ralenti notamment en ce qui concerne les relations avec la presse.
- La stratégie n'a pas suffisamment été documentée (film par exemple) et n'a eu qu'une documentation dispersée (des cassettes par-ci, des rapports par là)
- L'ONG n'a pas encore rédigé un document de capitalisation sur cette expérience

Pour garantir un meilleur résultat de son travail, Aide et Action devrait prendre en charge un certain nombre de ces points ou voir dans quelle mesure elle devrait influencer sur certaines de ces questions, tant sur celles qui lui sont internes qu'externes.

En définitive, il ressort de notre recherche que les activités de Aide et Action ont eu certes un impact dans la région de Tambacounda mais le problème est très loin d'être définitivement résolu. Il faudra certainement envisager une action sur le long terme.

Il est primordial pour le programme Aide et Action Sénégal, malgré les acquis obtenus, de procéder à des recadrages qui devront lui permettre sur la base de sa connaissance du milieu et des leçons tirées:

- d'évaluer l'impact de son action sur la base d'indicateurs fiables dans 6 ans ou dans 13 ans
- de doter les élus de suffisamment d'outils leur permettant de conscientiser les populations même sans Aide et Action (démarche de développement local)
- de valoriser d'avantage cette expérience qu'elle a eu sur l'enregistrement des naissances par la diffusion de son expérience

Il est clair que pour réussir un tel défi, Aide et Action devra penser à nouer de nouveaux partenariats notamment avec des intervenants intéressés à cette question. Cette stratégie lui permettrait de mobiliser davantage de fonds pour dérouler sa stratégie de communication et de plaidoyer.

Enfin, la plus grande lacune d'Aide et Action aura été le manque d'implication, donc de « participation » des populations dans leur action de communication. Aide et Action aurait dû, dès le début de sa stratégie de communication pour l'enregistrement des naissances consulter les populations, demander leurs avis sur les moyens de mener à bien son action, action qui visait leur bien-être. Ces dernières auraient sûrement adhéré totalement à leur initiative qu'il aurait ainsi rendu collective.

Il aurait également fallu que les populations soient présentes physiquement et soient moralement engagées tout au long de la réalisation du projet.

Cette adhésion aurait du se traduire par un certain degré d'organisation de la communauté locale, la participation n'étant réellement effective que lorsque la mobilisation et l'engagement des populations sont spontanées et que toute la communauté villageoise est impliquée.

Aide et Action à notre plus grand étonnement, a failli à cette mission et continuera à avoir des résultats très inférieurs à ce qu'elle aurait du avoir, aussi longtemps que sa politique de participation des populations ne sera pas redéfinie, et tant qu'elle s'obstinera à arriver sur le terrain en colonisateur. Pour une ONG de cette envergure, c'est décevant. C'est d'autant plus

décevant que nous travaillons pour le gouvernement du Sénégal, et ce gouvernement travaille beaucoup avec cette ONG. Cette étude nous permettra de regarder autrement cette structure à partir de maintenant et d'être plus attentives particulièrement dans les mécanismes de suivi – évaluations.

Nous allons aller plus loin et faire un pas vers l'autocritique, pour dire que ce qui est encore plus décevant, c'est que les populations africaines soient aussi attentistes. C'est comme si elles avaient démissionné, « croisé les bras⁴⁹ », dans un élan commun de fatalité pour attendre que l'Occident vienne les prendre en charge. C'est par exemple ce qui semble se passer pour l'enregistrement des naissances. Faire enregistrer les enfants devrait être immédiat et on ne devrait pas attendre qu'une ONG vienne pour qu'une prise de conscience soit faite. L'analyse d'Axelle Kabou cadre parfaitement avec ce qui se passe à Tambacounda. Certes, le tableau qu'elle dresse est très sombre, mais en projetant en pleine lumière les forces de l'ombre, elle appelle les africains à se réveiller et fait un acte de foi dans l'avenir. Penser et agir pour et par soi-même, c'est ce que les africains devraient faire, particulièrement les sénégalais de Tambacounda, pour permettre à leurs jeunes enfants d'entrer dans le monde, avec un « passeport » pour la vie : leur papier de déclaration de la naissance.

Africains, sénégalais, les temps ont changé, évoluez vers du positif !

Ceci étant dit, pour en revenir à l'ONG Aide et Action, nous espérons que ce modeste essai contribuera à modifier une trajectoire, une ligne directionnelle, ainsi qu'à la rapprocher d'avantage des populations.

Une lueur d'espoir quand même.... un rayon de soleil perce l'horizon.

C'est un nouveau jour qui se lève : Madina, la petite peuhl aux pieds nus a été déclarée !!! Elle pourra dès la rentrée prochaine réaliser son rêve : Aller à l'école... tout simplement!

⁴⁹ Expression populaire sénégalaise pour signifier une sorte de démission par rapport à quelque chose. Elle a croisé les bras veut dire : elle a décidé de ne plus rien faire, en grève en quelque sorte

ANNEXE 1

Liste des personnes rencontrées

Aide et Action Tambacounda :

1. Abdoul Aziz Bodian, Directeur de l'antenne régionale
2. Abdoulaye Bâ, collaborateur du directeur, responsable du volet enregistrement des naissances à Tambacounda
3. Abdoulaye Baldé, collaborateur du directeur,

Aide et Action Kédougou :

4. Amadou Mourtada Dème, Directeur de l'antenne régionale
5. Ibrahima Dabo, collaborateur du directeur, responsable du volet éducation
6. Khadidiatou Dia, collaboratrice du directeur, responsable du volet enregistrement des naissances à Kédougou

Journalistes :

7. Makhfou Diouf, Journaliste au quotidien le Soleil (rencontré à Dakar)
8. Alpha Koïta, Journaliste au quotidien Walfadjri (rencontré à Tamba)
9. Amadou Elimane Anne, journaliste free lance (rencontré à Dakar)
10. Malick Dia, journaliste à Sud Quotidien (rencontré à Dakar)
11. Ousmane Diallo, journaliste à la radio Info 7 (rencontré à Kédougou)

Inspecteurs départementaux de l'éducation :

12. Taïbou Baldé, IDEN Tambacounda
13. Waly Séne, IDEN Dialakoto
14. Yankhoba Ndiaye, IDEN Kédougou
15. Yoro Daouda Sabaly, vice- président CR de Koukané
16. Yoro Fall, IDEN Vélingara

Président de Tribunaux :

17. Babacar Niane, Président du tribunal départemental de Tambacounda
18. Barro Baldé, Président du tribunal départemental de Kédougou

Élus locaux :

19. Doye Sabaly, PCR de Saré Coly
20. Ousmane Sabaly, PCR, Bonconto
21. Mamadou Kandé, PCR Dioulacolon
22. Mamadou Bayo, PCR, Linkéring

Chefs de village :

- 23. Mamadou Diop, chef de village de Coumbacara,
- 24. Ousmane Diallo, chef de village de Ndorna
- 25. Pape Kâne Diallo, chef de village de Sintiane Coundara
- 26. Pathé Baldé, chef de village de Sare ColySale
- 27. Pathé LO, chef de village de Sare Sinthiang Koundara

Directeurs d'école :

- 28. Doudou Ndiaye, Directeur de l' école Sané (Coumbacara)
- 29. Mamadou BA, Directeur de l'école Diaobé I (Sintiane Coundara)
- 30. Mamadou Mballo, Directeur de l'école Gadapara Ouest (Sare ColySale)
- 31. Oumar Baldé, Directeur l'école Sikilo (Ndorna)

DGL Felo :

- 32. Awa NDIAYE DIOUF, Spécialiste du DGLFelo en décentralisation :
- . Abdourahmane Fall, l'Assistant chargé dela communication de DGLFelo :

ANNEXE 2

Grille d'entretien

Les questions posées avaient une orientation plutôt administrative, plutôt personnelle selon la personne avec qui nous nous entretenions : nous nous sommes adaptés à la personne en face de nous.

• **Gouverneurs, préfets, directeurs d'école, présidents de tribunaux, inspecteurs**

départementaux de l'éducation, journalistes

- Depuis combien de temps habitez-vous dans cette localité
- Quelle analyse faites-vous de l'évolution des statistiques portant sur l'enregistrement des naissances dans les écoles ?
- Quel a été le rôle de l>IDEN dans la stratégie de lutte pour la déclaration des naissances ? (question pour les IDEN uniquement)
- Y a t'il des dispositifs ou les moyens mis à votre disposition pour faciliter l'enregistrement des naissances dans votre localité ?
Si oui, décrire lesquels, et dire qui les a qui les a mis en place
- Avez-vous été formés pour prendre en charge ce sujet ?
- Disposez-vous d'un cahier d'enregistrement des naissances
- Quels sont les taux d'enregistrement des naissances dans votre localité
- Quelles sont les entraves à l'enregistrement des naissances dans votre localité?
- Avez-vous été consulté dans la phase de mise au point de la stratégie de communication d'Aide et Action déployée dans votre localité ?
- Quelles sont les relations que vous entretenez avec Aide et Action ?
- Que pensez-vous son action et du déroulement général de sa campagne : de la qualité de l'intervention ?
- Cette action a-t-elle eu un impact significatif dans l'enregistrement des naissances ?
Expliquez
- Quels sont les points négatifs que vous avez décelés dans cette action

- Quelles seraient selon vous les actions à entreprendre tout de suite, pour lutter contre la non déclaration des naissances
- Quel est votre degré de satisfaction par rapport à vos attentes ?

Populations :

• Pères et mère de familles, villageois :

- Quel est votre statut matrimonial
- Quel est votre âge
- Quel est votre lieu de résidence
- Quelle est votre situation professionnelle
- Avez-vous été scolarisé (e)
- Avez-vous des enfants ou habitez vous avec des enfants
- Sont-ils scolarisés ? Sinon pourquoi ?
- Est- ce que vos enfants sont nés dans un centre hospitalier ? à la maison ?
- Avez-vous déclaré votre enfant ? Si ce n'est pas le cas pourquoi ?
- Comment faites-vous pour enregistrer vos enfants ?
- Quelles sont les entraves à l'enregistrement des naissances?
- Connaissez-vous Aide et Action et comment ?
- Que pensez-vous de son action dans votre localité?
- Qu'est ce que l'arrivée dans votre village a changé dans votre vie ? Développez si possible.

• Personnel d'Aide et Action:

- Depuis combien de temps intervenez-vous dans cette localité
 - Combien de rencontres ont été organisées, ou, quand, combien, comment avec qui; pour quel impact?
 - Quels ont été les autres partenaires dans la région à s'impliquer?
 - Quels résultats pensez vous que ce projet a eu et pour quel impact?
 - Quelles sont selon vous les faiblesses de la stratégie de Aide et Action?
 - Y a t'il des dispositifs ou les moyens mis à votre disposition pour faciliter l'enregistrement des naissances dans votre localité ?
- Si oui, décrire lesquels, et dire qui les a mis en place

- Quels sont les taux d'enregistrement des naissances dans cette localité
- Quelles sont les entraves à l'enregistrement des naissances dans cette localité?
- Avez-vous consulté les populations dans la phase de mise au point de votre stratégie de communication ? Si non, pourquoi ?
- Quelles sont les relations que vous entretenez avec l'administration territoriale et les populations ?
- Que pensez-vous du déroulement général de votre campagne : de la qualité de vos interventions ?
- Cette action a-t-elle eu un impact significatif dans l'enregistrement des naissances ? Comment le quantifiez-vous
- Quels sont les points négatifs que vous avez décelés dans votre action
- Quel est votre degré de satisfaction par rapport à vos attentes ?
- Combien cette campagne a-t-elle coûté ?
- Quel est votre budget global pour les stratégies de communication en faveur de l'enregistrement des naissances ?
- Qu'est-ce qui a été à la base de l'implication de Aide et Action dans la campagne de promotion de l'enregistrement des naissances ?
- En quoi consiste la stratégie de Aide et Action dans ce domaine ? Quelle place y occupe la communication n terme de plaidoyer, de mobilisation sociale, de sensibilisation ?
- Comment avez-vous travaillé avec les médias ? avec combien de médias ? quelle appréciation faites vous de l'exploitation qu'ils font de cette problématique? Pensez vous qu'ils aient jouer un rôle important dans ce processus?

ANNEXE 3

ÉBAUCHE DE PLAN DE COMMUNICATION PROPOSE APRES LE TERRAIN

OBJECTIFS	ACTIVITES	ZONES/CIBLES	COMMENTAIRES
Amener les populations à s'approprier la problématique et à y trouver des solutions par elles- mêmes	La multiplication des cercles reflect comme outils de communication dans la promotion de la déclaration des naissances	Les zones à problèmes	Démultiplier les résultats concluants obtenus dans le Ouassadou
Toucher chaque couche / vecteurs ou groupe d'acteurs potentiellement concerné (e) par la non déclaration des naissances et pouvant intervenir pour aider à améliorer la situation	La conception de nouveaux supports de communication dans le cadre d'un programme d'IEC systématisé dans un plan d'action en direction des populations et de façon très ciblée	Elèves de CE2, CM1 et CM2 - mères d'élèves Pères d'élèves Chefs de village et des imams Femmes enceintes Toutes cibles	Impliquer toutes les couches sociales, les sensibiliser et leur faire porter le discours

OBJECTIFS	ACTIVITES	ZONES/CIBLES	COMMENTAIRES
Créer des synergies dans l'intervention des partenaires	Le renforcement du tissu partenarial	les médias locaux, les ONG, associations,...	Agenda commun pour les différents les acteurs autour du problème
Collecter des fonds pour le financement de projets d'enregistrement des naissances	L'élaboration d'une stratégie de plaidoyer en direction de l'UNICEF, DGLFelo et Plan pour la contribution au financement du plan d'action	Les ONG, Les institutions internationales, L'état Les bailleurs	Utilisation rationnelle des fonds
Renforcer le plaidoyer pour la promotion de l'enregistrement	La valorisation et la diffusion des expériences	La société civile L'état, les médias, collectivités locales, le public	Impliquer les couches fortes et les impulser les prises de décision, partager des expériences
Evaluer l'impact du projet	La mise en place d'un système de suivi-évaluation	Toutes cibles	Rapporter à mi-parcours Evaluer –Réajuster
Moderniser la gestion de l'état civil pour réduire les taux de non enregistrés	L'équipement en ordinateurs des centres d'état civil	Les collectivités locales	Faciliter le classement des archives et leur conservation Pallier la lenteur

GLOSSAIRE

AFD : Agence Française de Développement

AIDE ET ACTION : Association de développement par l'éducation

CA.P : Connaissances, Attitudes et Pratiques

CEDEPSCOFI : Comité Départemental pour la Scolarisation des Filles

CRD : Comité Régional de Développement

DGL FELO : Décentralisation – Gouvernance Locale – Felo (Progrès)

EPT : Education Pour Tous

FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population

IA : Inspection d'Académie

IDEN : Inspection Départementale de l'Education Nationale

IEC : Information, Education, Communication

MICS : Enquête à Indicateurs Multiples

NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

NGO : Non-Governmental Organization

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PAOES : Programme d'Amélioration de l'Offre Educative au Sénégal

PCR : Président du Conseil Régional ou Président de Communauté Rurale

PDEF : Programme Décennal de l'Education et de la Formation

PLAN : Organisme humanitaire international de développement, centré sur l'enfant

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

REFLECT : Regenerated Freirian Literacy Empowerment Community Technics

SCOFI : Programme de l'Unicef au Sénégal pour la Scolarisation des filles

TBS : Taux Brut de Scolarité

UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance

USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International

BIBLIOGRAPHIE

AIDE ET ACTION SENEGAL, 2001. « *La non inscription des naissances et son impact sur la scolarité* », Centre de ressource documentaire d'Aide et Action, 122 p.

——— 2004. « *Rapport général du Forum sur l'état civil tenu dans la communauté rurale de Sinthiang Counadara, Tambacounda* », février, 75 p.

———, 2004, « *Rapport Général du Séminaire de Formation des Chefs de village de la Communauté rurale de Ouassadou sur la problématique de l'état civil* » Tambacounda, 86 p.

AMIN, Samir. 1973. *Le développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris : Ed. de Minuit. Coll. Grands documents, 365 p.

——— . 1986. *La déconnexion : pour sortir du système mondial*. Paris : La Découverte. Coll. Cahiers libres, 333 p.

——— . 1988 (1970). *L'accumulation à l'échelle mondiale*. Nouvelle édition. Paris : Anthropos,. Collection Economies, 617 p.

ATTALAH, Paul, 1994. « *Théories de la communication: sens, sujet, savoirs* », Télé université, Québec, Canada.

BA, Fatou. 2004. « Bilan de la Campagne de Promotion de l'enregistrement à la naissance dans le département de Velingara ». Service du développement Communautaire - ministère de la famille et de la solidarité nationale, 30 p.

BADIE, Bertrand. 1992. *L'Etat import : essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Paris : Fayard. Coll. L'espace du politique, 334 p.

BARTOLI, Henri. 1999. *Repenser le développement. En finir avec la pauvreté*. Paris : Unesco ; Economica., 205 p.

BESSETTE Guy, 2000. Lucie ALEXANDRE, « *L'appui au développement communautaire, une expérience de communication en Afrique de l'ouest* », Centre de recherches pour le développement international, CRDI, 215 p.

———, 1996. L'évolution des tendances en matière de communication pour le développement » in *La communication pour le développement en Afrique de l'Ouest: vers un agenda d'intervention et de recherche*, CRDI : Ottawa.

CABINET ACCES finance gestion, Codex « *Rapport d'atelier influence pour les cadres de l'ONG Aide et Action* », décembre 2004, 28 p.

CISSOKHO, Lansana, « *Etude capitalisation sur l'état civil: zone de Pikine, Rufisque* », Mbour, Aide et Action, 2004, 55 p.

DEMONT, Liliane, Alain KEMPF, M RAPIDEL, C SCIBETTA « *Communication des entreprises: stratégies et pratiques* », Edition Nathan, France, novembre 1999, VUEF, 2002.

DGL FELO, « *Informations pratiques sur la gestion des collectivités locales* », DGL Felo / USAID, 2002, 154 p.

———, « *Rapport de l'atelier national de validation et d'opérationnalisation des recommandations sur l'état civil* » DGL Felo (USAID), Sénégal, les 11 et 12 juin 2003, 96 p.

DIOP, Cheikh Anta. 1967. *Antériorité des civilisations nègres : mythe ou vérité historique ?* Paris : Présence africaine, 301 p.

———. 1979 (1954). *Nations nègres et culture*. 3e éd. Paris : Présence africaine. 2 tomes, 572 p.

———. 1982 (1959). *L'unité culturelle de l'Afrique noire*. 2e éd. Paris : Présence africaine, 219 p.

———. 1990. *Alerte sous les tropiques. Culture et développement en Afrique noire*. Articles 1946-1960. Paris : Présence africaine, 149 p.

ETOUNGA MANGUELE, Daniel. 1993. *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?* Paris : Nouvelles du Sud, 153 p.

EVERETT, Rogers « *Communication and development, critical perspectives* », Sage publication, 1976.

GONIDEC, Pierre-François. 1997. *Les systèmes politiques africains. Les nouvelles démocraties*. 3e édition. Paris : LGDJ. Bibliothèque africaine et malgache ; tome 55, 242 p.

GUILLAUMONT, Patrick. 1985. *Economie du développement. Le sous-développement*. Tome 1. Paris : PUF. Coll. Thémis sciences économiques, 464 p.

HERMET, Guy. 2000. *Culture et développement*. Paris : Presses de Sciences Po, 181 p.

HOGUE Manon et Jean Paul LAFRANCE (2004). Cadre de référence en matière de communication pour le Développement: analyse de réseau de communication sociale du Burkina, cahier de la Chaire Unesco – Bell, sous la direction de J.-P. Lafrance, Montréal, automne.

KABOU, Axelle. 1991. *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Paris : L'Harmattan, 208 p.

KANYANA, Mutombo. 1995. « La recolonisation mentale, phase terminale d'une Afrique « malade » ? ». *Afrique 2000*. N° 22, août. p. 115-128.

KAMTO, Maurice. 1987. *Pouvoir et Droit en Afrique Noire : essai sur les fondements du constitutionnalisme dans les Etats d'Afrique noire francophone*. Paris : LGDJ. Coll. Bibliothèque africaine et malgache, 545 p.

KI-ZERBO, Joseph. 1978. *Histoire de l'Afrique noire*. Paris : Hatier, 765 p.

———. 1983. *Rencontres sur les communautés culturelles*, Dossier FIPAD, janvier-février, Genève.

———. 1990. *Eduquer ou périr*. Paris : Unicef-Unesco, L'Harmattan, 123 p.

LAFRANCE, Jean-Paul, Anne-Marie LAULAN, Carmen RICO DE SOTELO. 2006, « *Place et rôle de la communication dans le développement international* » sous la direction de; préface de Michèle Gendreau-Massaloux ; postface de Amadou Top, Québec : Presses de l'Université du Québec, 168 p.

LATOUCHE, Serge. 1986. *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économie du tiers monde*. Paris : PUF. Coll. Economie en liberté, 216 p.

———. 1988. « Contribution à l'histoire du concept de développement ». *Pour une histoire du développement*.

Etats, sociétés, développement. Catherine Coquery-Vidrovitch, Daniel Hemery (eds.). Paris : L'Harmattan. P. 41-60.

———. 1994. « Développement durable, un concept alibi. Main invisible et mainmise sur la nature ». *Tiers Monde*. Vol. XXXV, n° 137, janvier-mars. P. 77-94.

———. 1998. *L'Autre Afrique. Entre don et marché*. Paris : Albin Michel. Bibl. Albin Michel Economie, 247 p.

———. 2001. « En finir, une fois pour toutes, avec le développement ». *Le Monde diplomatique*. Mai. P. 6-7.

Les cent mots du développement et du Tiers monde. 1990. Commission française justice et paix. Paris : La Découverte, 328 p.

LOHISSE, Jean. 1987. *Le tambourineur et le scribe*. Communication et sociétés I. Louvain-la-Neuve : Académia. 217 p.

MATTELART, Armand. 1997. *L'invention de la communication*. Paris : La Découverte Poche, 380 p.

———. 1995. « Les nouveaux scénarios de la communication mondiale ». *Le Monde diplomatique*. Août. P. 24-25.

———. 1999. *La communication-monde : histoire des idées et des stratégies*. Nouv. édition Paris : La Découverte Poche, 357 p.

MBOW, Ablaye, 1997. « *Les Collectivités décentralisées au Sénégal* », Tome 2 : les communes et les communautés rurales, Sénégal, 302 p.

ONDOBO, Claude. 1992. « L'Afrique dans les enjeux mondiaux de la communication. Perspectives d'avenir ». *Communication en Afrique à l'âge post moderne. Autonomie et dépendances culturelles*. Centre d'études sur la communication en Afrique (CESCA). Louvain-la-Neuve : Academia. P. 53-69.

RIST, Gilbert. 1996. *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de Sciences po, 427 p.

ROGERS, Everett. 1962. *Diffusion of Innovations*. New York : The Free Press of Glencoe, 367 p.

ROSTOW, Walt Withman. 1963. *Les étapes de la croissance économique*. Paris : Le Seuil. Coll. Points. Traduit de : *The Stages of Economic Growth, A Non-Communist Manifesto*, 255 p.

SANE, Abdoulaye, « Etude Diagnostic de l'IEC population plaidoyer, Programme national du planning Familial », Aide et Action, 2005, 25 p.

SCHRAMM, Wilbur *L'information et le développement national. Le rôle de l'information dans les pays en voie de développement*, Unesco, Paris, 1966.

UNICEF, Plan, NGO committe, « Un bon pour la citoyenneté, Pratiques pour améliorer l'enregistrement à la naissances », Octobre 2002.

UNICEF, « L'enregistrement à la naissance: un droit pour commencer », Centre de recherche innocent, Florence, Italie, mars 2002, 218 p.

Sites Internet visités :

<http://www.aideetaction.org> : (site internet d'Aide et Action)

<http://www.unicef.org> (Site internet de l'Unicef)

<http://www.lesoleil.sn> (le quotidien national Le Soleil)

<http://www.sudonline.sn> (le quotidien privé Sud quotidien)

<http://www.lequotidien.sn> (le quotidien privé Le Quotidien)

<http://www.las.sn> (le quotidien privé l'As)

<http://www.lobservateur.sn> (le quotidien l'Observateur)

<http://www.aps.sn> (l'Agence de Presse Sénégalaise)

<http://www.rewmi.sn> (Site d'information en continu sur le Sénégal)